

Objekttyp: **Issue**

Zeitschrift: **Éducateur et bulletin corporatif : organe hebdomadaire de la Société Pédagogique de la Suisse Romande**

Band (Jahr): **97 (1961)**

Heft 35

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Dieu Humanité Patrie

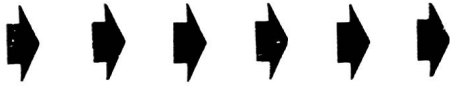
EDUCATEUR

ET BULLETIN CORPORATIF

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA SOCIÉTÉ PÉDAGOGIQUE DE LA SUISSE ROMANDE

Rédacteurs responsables : Educateur, André CHABLOZ, Lausanne, Clochetons 9; Bulletin, G. WILLEMIN, Case postale 3, Genève-Cornavin.
Administration, abonnements et annonces: IMPRIMERIE CORBAZ S.A., Montreux, place du Marché 7, téléphone 6 27 98. Chèques postaux II b 379
PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL: SUISSE FR. 15.50; ÉTRANGER FR. 20.- • SUPPLÉMENT TRIMESTRIEL: BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

monte generoso



Capolago, l'extrémité
nord-est de la digue
Mélide, un petit chemin
de fer, long de 9 km. conduit
à un belvédère incomparable
qui s'est tenue en juillet
dernier la semaine
de la pédagogie internationale

Photo Ch. Guyot

monte generoso

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE PAYOT PARIS

J. LABERT-SOREL. Le destin de l'Europe	21.25
P. BOSCH-GIMPERA. Les Indo-Européens	17.10
R. CANNAC. Netchaiev. Du nihilisme au terrorisme	13.—
CANNON. Le christianisme au moyen âge	à par.
A. DUPONT-SOMMER. Les écrits esséniens	31.50
CH. GALLEMKEMP. Les Mayas	14.—
G. E. VON GRUNENBAUM. L'Islam médiéval.	à par.
CH.-A. JULIEN. Histoire de l'Afrique du Nord. Tunisie, Algérie, Maroc (T.I.)	14.—
O. MUCK. Chéops et la grande pyramide	18.10
F. PETERSON. Le Mexique précolombien	25.50
D. DE ROUGEMONT. Vingt-huit siècles d'Europe	23.35
F. L. SCHOELL. Histoire de la race noire aux Etats-Unis	13.—
B. SPULER. Les Mongols dans l'histoire	13.—

BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE PAYOT PARIS

R. FURON. Les ressources minérales de l'Afrique	30.50
P. MICHELET. Les transports et l'organisation de l'Europe	à par.
M. PAYET. L'intégration du travailleur à l'entreprise	18.10
W. ROEPKE. Au-delà de l'offre et de la demande	29.55
J. SCHUMPETER. Capitalisme, socialisme et démocratie	15.—

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE PAYOT PARIS

R. FURON. Manuel de préhistoire générale	31.50
FADIN. Le monde de l'homme primitif	à par.
K. SCHILLING. Histoire des idées sociales	à par.
W. BAUMGARTEL. Au pays des gorilles	11.90
CARRINGTON. Biographie de la mer	à par.
A. PORTMANN. La forme animale	15.—
C.-W. GUGGISBERG. Vie et mœurs du lion	à par.
H. HEDIGER. Les animaux sauvages en captivité	11.90
SIR W. DAMPIER. Histoire de la science	19.15
J. SCHUBERT et R. E. LAPP. Le grand péril des radiations	14.—
F. TROMBE. Traité de spéléologie	13.—
ED. WARD. Le pétrole dans le monde	13.—
C. ALLEN. Les découvertes modernes de la psychiatrie	7.—
DR A. HESNARD. L'œuvre de Freud	23.35
F. L. MUELLER. Histoire de la psychologie	30.50
W. J. H. SPOTT. Psychologie sociale	9.80

ÉDITIONS
PAYOT

PARIS · LAUSANNE · PARIS · LAUSANNE

PARTIE CORPORATIVE

VAUD

VAUD

Assemblée extraordinaire des délégués.

Une assemblée extraordinaire des délégués est prévue pour le mercredi 1^{er} novembre à 14 heures au restaurant du Grand Pont 1^{er} étage.

Ordre du jour : 1). Revalorisation (2e étape) ; 2). Pénurie ; 3). Divers.

Concernant la revalorisation, le C.C. désire obtenir l'appui des délégués sur les points suivants :

- Elargissement de l'amplitude de toutes les catégories de personnel enseignant.
- Salaire du personnel enseignant féminin (problème : à travail égal salaire égal).
- Allocations pour enfants.

Au sujet de la «pénurie» nous vous renvoyons à l'article ci-contre.

Une convocation personnelle parviendra aux délégués.

le C.C.

Pénurie.

Notre assemblée du 3 juillet a montré avec quelle unité la SPV entendait sauvegarder la profession d'instituteur. Conformément aux vœux qui furent exprimés au cours de cette même assemblée, le comité central a offert son aide au département pour la recherche d'une ou plusieurs solutions au problème de la pénurie.

Nous avons constitué une commission composée des collègues R. Michel, F. Petit, R. Gfeller (tous trois maîtres primaires à Lausanne), J.-M. Bataillard, maître d'application à l'Ecole normale, J.-P. Rochat, maître de classe supérieure à Blonay, et du président SPV G. Pittet, St-Prex.

Cette commission a commencé par se plonger dans le substantiel dossier déjà réuni par le Département.

lors de notre assemblée du 3 juillet. Nous avons su protester; nous devons nous montrer capables de collaborer pour la recherche d'une solution honorable, même si nous ne nous sentons en aucune manière responsables de la situation actuelle.

Que chacun s'efforce donc de participer de son mieux à l'action que nous entreprenons.

Il est peut être intéressant, pour conclure, de faire le point de la situation actuelle, au moment où la période des mises au concours se termine. Le Département doit pourvoir d'un remplaçant 35 postes de maîtres primaires, 3 postes de maîtres de classes supérieures, 35 postes d'institutrices et 6 postes de maîtresses enfantines ou semi-enfantines, soit un total de 79. L'Ecole normale, qui, depuis des années, fait les frais

Pour que cette action atteigne son maximum d'efficacité, le Comité central adresse à tous les membres SPV,

un pressant appel à tous!

pour que chacun fasse connaître au plus tôt les noms et adresses des personnes pouvant entrer en considération. (Une carte au président G. Pittet, St-Prex suffit).

Elle a pu constater que de nombreux appels avaient été lancés par nos autorités à des collègues ayant cessé prématurément leurs fonctions ou ayant pris leur retraite récemment. La commission présume cependant qu'une action en profondeur, **appuyée par tous les membres SPV** devrait permettre de rallier un nombre appréciable de collègues à la cause qui nous préoccupe ici.

A cet effet, deux lettres ont été rédigées par la commission : l'une à l'adresse des collègues nouvellement retraités, l'autre à celle de collègues ayant quitté prématurément l'enseignement (il s'agit surtout de femmes mariées). Ces lettres sont assorties d'un questionnaire demandant entre autres choses aux intéressés à quelles conditions ils accepteraient un réengagement ou un remplacement.

Nous devons demeurer unis dans la lutte que nous engageons aujourd'hui, autant que nous l'avons été

de cette pénurie, fournira cet automne encore un renfort de **20 jeunes gens et 53 jeunes filles** arrachés prématurément à leurs études. Le directeur de l'Ecole normale aurait cependant fait savoir que, dès l'an prochain, il ne faudrait plus compter sur un tel apport.

Pour le CC : G. Eh.

Vous aimez la lecture! Demandez alors la revue « LIRE » gratuite, qui renseigne sur tout ce qui paraît, à

Reymond

Rue St-Honoré 5 - Neuchâtel

le libraire spécialisé qui vend par correspondance.

Procès-verbal du 5^{ème} Congrès S.P.V. 28 janvier 1961 (suite)

5. Distribution des diplômes aux membres honoraires. Pour la première fois, cette distribution se fait lors de notre assemblée générale. Louis Vivian remercie et félicite Messieurs :

L. Maire (Vevey) ; L. Barraud (Founex) ; G. Addor (Yvonand) ; D. Husson (Payerne) ; J-L. Pahud (Payerne) ; A. Golay (Lausanne) ; N. Loup (Belmont) ; E. Durgnat (Lausanne) ; R. Guichard (Lausanne) ; E. Maendli (Lausanne) ; R. Ogay (Lausanne) ; A. Rumley (Lausanne) ; R. Buxcel (Lausanne) ; F. Lagnel (Cheseaux) ; (Yverdon) ; F. Crot (Lausanne) ; P. Leyvraz (Lausanne) ; E. Fontannaz (Aigle) ; W. Patthey (Yverdon) ; C. Roulet F. Roulier (Buchillon) ; J. Basset (Yverdon).

Mesdames, Mesdemoiselles :

M. Rochat (Blonay) ; Y. Landry (Blonay) ; D. Bonnard (St-Légier) ; S. Dutoit (Vevey) ; M. Genevay (Bas-sins) ; M. Annen-Ravussin (Ecublens) ; R. Tobler (Lausanne) ; G. Delay (Pully) ; M. Favez (Lausanne) ; M. Reymond (Lausanne) ; M. Michot (Lausanne) ; M. Weingart-Chenevard (Lausanne) ; S. Chevalley-Laeser (Lausanne) ; E. Glayre-Gauthey (Arnex s/Orbe) ; M. Hofer (Romainmôtier) ; R. Rüegg-Bérard (Préverenges) ; B. Montandon (Yverdon) ; B. Cuagny (Yverdon) ; M. Clerc (Lausanne).

6. Propositions individuelles et des sections.

Le comité central présente la proposition suivante : « Après avoir pris connaissance du rapport de gestion et des explications du comité, l'assemblée générale de la SPV donne mandat au comité central,

1. de poursuivre ses démarches en vue de l'amélioration des conditions de retraite du corps enseignant ;
2. de lutter avec énergie en faveur d'une revalorisation des traitements et d'une réadaptation des allocations familiales et pour enfants ».

Elle est acceptée à l'unanimité.

A. Veillon, section de Vevey, demande la lecture de la proposition faite par sa section puis en retire la lettre a (réadaptation des traitements du corps enseignant).

R. Nicole maintient sa proposition, P. Vuillemin puis R. Pasche lui demandent de la remettre au comité central. Après ces interventions, R. Nicole la retire.

P. Lavanchy, Blonay, expose les motifs qui ont conduit la section de Vevey à faire la proposition suivante :

« La situation matérielle du corps enseignant ne correspond pas du tout à ce qu'elle devrait être et ne tient aucun compte du coût de la vie moderne. En conséquence l'assemblée générale de la SPV prie le comité central d'étudier la question suivante :

N'est-il pas opportun de créer, à l'intention du corps enseignant (primaire, secondaire, vaudois, romand ?) une organisation avec secrétariat central permanent chargé de la défense de ses intérêts matériels ? »

P. Lavanchy est chaleureusement applaudi et le comité central se déclare entièrement d'accord d'étudier ce problème, ce qui est accepté unanimement par l'assemblée.

A. Chevalley, Lausanne, se réjouit des progrès réalisés dans le domaine de la littérature enfantine — celle de mauvaise qualité subsiste malheureusement — et encourage les membres du corps enseignant à adhérer à la Ligue suisse pour la littérature de la jeunesse.

7. Election statutaire du Bureau de l'assemblée. Présentée par la section de Nyon, Mlle France Benguerel (Begnins), est élue et se joindra aux anciens : MM. Vivian (Lausanne), président, Renaud (Gimel), vice-président, Lüdi (Vaulion) et Mme Giorla (Veytaux).

8. Election d'un membre du comité central.

Mme Marguerite Nicolier quitte le comité central. Des remerciements mérités lui sont adressés et un cadeau lui est remis par M. Vivian. Pour la remplacer, il est fait appel à Mlle Françoise Waridel (Yverdon), nommée par acclamation.

Après avoir rappelé la conférence du philosophe Gustave Thibon « Où va la civilisation ? » qui se donnera à la salle paroissiale de Villamont, le président lève la séance à 11 h. 50.

Le président : L. Vivian.

Le secrétaire : G. Lüdi.

En faveur de l'Aubonne

Le comité de la Ligue vaudoise pour la protection de la nature remercie les membres du corps enseignant qui ont participé à ses efforts en faveur de l'Aubonne. Persuadé que nos richesses naturelles sont un capital qui appartient en premier lieu à toute la collectivité, il affirme son droit de s'opposer à toute mutilation qui n'est pas absolument indispensable.

GENÈVE

GENÈVE

Séance plénière du 24 octobre

La séance plénière convoquée à la salle communale de Vernier aura lieu le **mardi 24 octobre**, à 17 heures, et non le mercredi, comme annoncé précédemment.

Centre d'information UIG

Vous avez pris connaissance de la nouvelle publication du Centre : « *La vie des oiseaux* », documentation tirée du travail de fin de stage de Mlles Duc et Dailly (dessins sur stencil de notre ami Cornioley). C'est un centre d'intérêt captivant pour petits et grands, comprenant les chapitres suivants :

Texte (13 pages) : Les nids - Les œufs - Les jeunes - Migrations - Chants et poésies.

Planches (6) : Becs et pattes Nids.

Vous pouvez obtenir ce travail en envoyant 2 francs au compte de chèques No I 15.155, UIG, Centre d'information.

En chantier : 140 fiches d'exercices de conjugaison, dues à nos collègues Mingard et Girard. L'établissement des corrigés mobilise beaucoup de bonnes volontés : Chaque lundi, nous comptons sur quelques-unes d'entre elles. Merci !

Appel aux titulaires de 2e à 4e. — Pour ces degrés moyens, le Centre n'a pas eu encore l'occasion de publier des travaux. Et pourtant, Mesdames, dans vos dossiers personnels, ne possédez-vous pas quelque chef-d'œuvre n'aspirant qu'à voir le jour et à rayonner ?

E. F.

(Suite de la partie corporative à la page 665)

VIIIe semaine pédagogique internationale

Monte Generoso (Tessin)

16-23 juillet 1961

Direction du Stage

La direction du stage était confiée à M. Panchaud, Georges, professeur de pédagogie à l'Université, **Lausanne** avec comme directeur-adjoint : M. Bariffi Camillo, ancien directeur des Ecoles de Lugano, **Lugano** qui avaient pu s'assurer la collaboration des

Conférenciers

Atangana Nicolas, président de la Commission Afrique des ONG à l'Unesco, directeur de recherches à la Banque Camerounaise de Développement. — B.P. 55 **Yaoundé** (Cameroun).

Barde Renaud, avocat, secrétaire général de la Fédération des Syndicats Patronaux. — **Genève**.

Canonica Ezio, secrétaire général de la FOBB (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment). — **Zurich**. R.P. Carvalho Raymond. — **Inde** (actuellement Fribourg).

Egli Hans Rudolf, Lehrer. — **Muri** b. Berne.

Hochstrasser Ch. H., président des Coopératives Migros **Breganzona-Lugano**.

Rév. Kitagawa Daisuké. — **Japon** (actuellement Genève). Kuenzi Adolphe, professeur, président de la Société Suisse des professeurs de l'enseignement secondaire **Bienne**.

Mme Mitrovic Mitra, directrice de l'Institut de recherche pédagogique. — **Beograd** (Yougoslavie).

Neustadt Ilya, professeur. — **Accra** (Ghana) et **Leicester** (Angleterre).

Racine Raymond, Dr ès sciences économiques, directeur de Publicitas, Genève, chargé des séminaires de recherches au Centre Européen de la Culture. — **Genève**.

Rivier André, professeur à l'Université de Lausanne. — **Lausanne**.

Schoch Hans, directeur du « Gotthelf-Haus » — **Bleichenberg-Biberist**.

Secrétariat

Mlle Engel Marie-France, Fraternité Mondiale, Genève
Mlle Hürlimann Anne-Marie, Fraternité Mondiale, Genève.

Mlle Zevaco Claude, Fraternité Mondiale, Genève.

Pour une éducation à la mesure de notre temps

Est-il nécessaire de justifier ce thème choisi pour la VIIIe Semaine pédagogique internationale qui a été organisée au Monte Generoso du 17 au 23 juillet 1961 sous les auspices de la Commission nationale suisse pour l'Unesco, des associations professionnelles du corps enseignant suisse et avec la collaboration directe de Fraternité Mondiale ?

De l'homme-guerrier de l'antiquité à l'homme-citoyen des temps modernes, toujours et en tous lieux, les structures de la société ont déterminé, en définitive, la nature de l'éducation.

Mais s'il a fallu des siècles pour qu'à la formation du guerrier se substitue celle du scribe, ou que de la scolastique on passe à l'humanisme, l'accélération de l'histoire, dans laquelle nous sommes aujourd'hui entraînés, accentuée, plus qu'à aucune autre époque, l'écart qui sépare les institutions éducatives de l'état de notre société.

Que le monde ait changé, nul n'en disconvient, mais que ces changements touchent directement le problème de la formation de la jeunesse et des institutions scolaires, chacun n'en est pas convaincu.

Si, les uns, par inertie, n'arrivent simplement pas à imaginer l'école différente de ce qu'elle a été pour eux jusqu'à maintenant, les autres, consciemment, refusent de modifier les données fondamentales de l'éducation de l'homme sous la pression de contraintes techniques et économiques. La sauvegarde de la personne humaine, prise individuellement, l'emporte pour eux sur la préoccupation d'intégrer l'homme à la société. L'école devrait, sinon lutter à contre-courant, du moins maintenir dans un monde bouleversé, le sens des vraies valeurs qui nous ont été transmises du passé et sur lesquelles a été fondée notre civilisation occidentale.

Cependant, qu'on le veuille ou pas, les conditions dans lesquelles l'école et les autres institutions éducatives exercent leurs tâches ne sont plus les mêmes et le problème de leur adaptation au temps présent est posé d'une manière impérative.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le sujet de la Semaine pédagogique internationale ait attiré des éducateurs suisses et étrangers en plus grand nombre que nous ne disposions de places et qu'il ait fallu en refuser une quarantaine. Et c'est bien regrettable, tant à cause de la qualité des conférenciers qui ont répondu à notre appel, qu'à l'intérêt des discussions qui suivirent leurs exposés et qu'aux contacts prolongés qui s'établirent entre participants dans la solitude du magnifique belvédère qu'est le Monte Generoso.

Les pages qui suivent donnent une idée des problèmes qui ont été abordés. Notre collègue André Pulfer présente un excellent résumé de nos travaux et, dans la mesure où cela a été possible, nous publions le texte, ou le résumé, des conférences présentées.

Au préalable, quelques mots encore sur la manière dont le sujet a été abordé. Si le thème central était bien l'école suisse, ou l'école en Occident face au monde présent, nous avons tenu à introduire dans une première étape, les problèmes de l'éducation à l'échelle mondiale. En effet, l'éducateur de chez nous n'est souvent pas conscient de la gigantesque bataille pour l'instruction qui est livrée actuellement dans les pays africains, asiatiques, américains ou simplement européens, dans un monde où à peine la moitié des enfants vont à l'école.

Comme l'ont montré leurs représentants, l'indépendance des pays qui ont acquis récemment leur autonomie politique ne sera effective que dans la mesure où

les problèmes scolaires auront été résolus. Or ces problèmes se posent d'une façon beaucoup plus compliquée que chez nous. Si la lutte contre l'analphabétisme est l'objectif premier à atteindre, il y a d'autres difficultés à résoudre.

Il faut, pour se hisser au rang des autres nations, assimiler les progrès de la civilisation technique en un temps extraordinairement bref, l'espace d'une seule génération. Comment concilier alors le maintien de traditions ancestrales, ou la restauration d'une civilisation autochtone et la nécessité d'une éducation à l'image de l'ère atomique? Comment éviter l'éclatement des structures sociales? A cela s'ajoute dans bien des pays l'hypothèque d'une langue véhiculaire étrangère à apprendre. Comme une partie des forces se perdent dans cette étude, ne pourrait-on pas s'en passer et la remplacer par une langue indigène; mais laquelle faut-il choisir?

Ces peuples peuvent-ils entreprendre ces tâches seuls ou doivent-ils recevoir une aide technique et scolaire des autres peuples? Quelle est alors notre responsabilité, à nous Européens, face à des besoins qui sont en comparaison infiniment plus pressants que les nôtres. Etudier les préoccupations scolaires de ces pays aux

mieux au courant des problèmes sociaux et économiques pour maintenir constamment cette liaison entre l'école et la vie.

Le monde économique ne demande pas que l'école renonce à dispenser une culture générale pour poursuivre des fins utilitaires, voire professionnelles. Au contraire, chacun des conférenciers insista sur l'importance qu'il attachait à la formation du caractère et aussi sur l'importance qu'il y aurait à développer à l'école cet esprit d'équipe, ce sens des responsabilités qui sont le fondement de l'organisation du travail dans l'entreprise d'aujourd'hui.

Enfin, dans une troisième étape, les éducateurs eux-mêmes ont exposé leurs tâches complexes et parfois contradictoires pour l'exécution desquelles la technique ne leur a pas apporté d'aide sensible. Certes ils sont prêts à entrer en contact avec le monde qui les entoure et à engager le dialogue avec les parents et les futurs employeurs de leurs élèves mais ils se refusent à baser les programmes scolaires et à orienter leur action sur des préoccupations uniquement matérialistes et économiques. Ce que ne leur demandaient d'ailleurs pas les représentants de l'industrie et du commerce. De plus, si l'économie attend beaucoup de



*M. Panchaud,
directeur du stage
et M. Bariffi, son adjoint*

conditions différentes des nôtres et les confronter à nos propres difficultés, c'était permettre de nous rendre mieux compte de la véritable situation de notre système scolaire et aussi des lignes de force de l'éducation dans le monde d'aujourd'hui.

Cette prise de conscience nous préparait à entendre ce que les représentants de l'économie — industrie et commerce — attendent des enseignants. L'évolution rapide de la technique impose à l'économie des servitudes dont l'école n'a pas toujours conscience. On voudrait que celle-ci sache aussi s'adapter en consentant à des amputations dans certains domaines au profit d'autres. Partout les employeurs recherchent ceux qui ont fait de solides études mais qui ont aussi été en contact avec la pratique. Les maîtres doivent être

l'école, elle pourrait aussi faire un effort plus grand pour faciliter les relations mutuelles et améliorer les conditions matérielles de l'enseignement.

On ne peut s'empêcher de constater que les responsabilités de l'enseignant sont toujours plus lourdes, qu'on lui confie sans cesse de nouvelles tâches sans toujours se soucier de savoir s'il a le temps et les moyens de toutes les accomplir.

Au terme de cette semaine si pleinement remplie, on pouvait se demander comment notre école sortait de cette confrontation et si, en définitive, elle était à la mesure de notre temps. Une réponse catégorique n'est pas possible.

S'il est juste de ne pas sousestimer les efforts de l'école pour s'adapter aux besoins présents, il n'est pas

moins vrai que nous éducateurs sommes très souvent, et plus que nous le pensons, encore très conservateurs. Nos méthodes ne suivent que lentement les progrès de la psychologie, de la pédagogie et de la sociologie. Ce n'est pas sans peine que nous acceptons de modifier nos programmes, de les alléger et d'en adapter le contenu aux conditions du monde moderne que nous ne connaissons pas toujours suffisamment.

Cette prudence tient à ce que nous pensons que l'école a une tâche qui lui est propre. Sa mission est de former l'enfant, son caractère, son âme, son esprit et sa raison. Elle se sent en quelque sorte la gardienne

d'une forme de civilisation, la civilisation occidentale, à laquelle elle continue à croire, et elle veut maintenir un juste équilibre entre les pressions du monde économique et cet idéal de culture qui a été le nôtre jusqu'ici.

L'éducateur doit engager toute sa personne dans une œuvre complexe qui ne se divise pas. Œuvre d'amour, autant qu'œuvre de science dans laquelle l'action personnelle et le rayonnement du maître jouent un rôle déterminant. C'est là le caractère particulier de sa profession, ce qui rend sa tâche délicate mais qui lui donne sa grandeur.

Georges Panchaud.

Rapport général

1. PERSPECTIVE DU MONDE

En Afrique. — Pour M. Atangana (Cameroun) il y a urgence, en Afrique tropicale, de diffuser un enseignement qui accélère l'équipement industriel et technique de ces régions : enseignement par correspondance, émissions radio scolaires, écoutes soutenues avec des moniteurs. Il faut aussi toucher les adultes, créer des équipes volantes qui diffusent les renseignements d'ordre technique et agricole. Mais l'Afrique ne doit pas pour autant renier son passé, dont la colonisation et peut-être aussi l'évangélisation l'ont souvent coupée. Il faut retrouver dans le riche folklore, dans les contes, dans les récits mythologiques indigènes ce lien nécessaire avec le passé. Il faut, conclut M. Atangana, que le petit Africain ait du lait, et que sa mère connaisse les commodités qui facilitent la tenue d'un ménage moderne.

Il faudrait adopter une des nombreuses langues autochtones comme langue de culture, mais l'Afrique ne saurait renoncer à une langue européenne sans courir le risque de créer une coupure préjudiciable avec l'Europe.

Aux Indes, dira le R. P. Carvalho, les problèmes sont identiques. Le système d'éducation, qui a été importé d'Angleterre sans qu'on ait tenu compte des précieuses traditions indigènes, doit être radicalement changé. Il y a un complet divorce entre la vie culturelle indigène et les connaissances acquises au collège, entre ce que l'on apprend à l'école et ce qu'on apprend à la maison. Il faut donc trouver un enseignement qui unisse la tradition religieuse de l'Inde et le progrès scientifique de l'Occident, établir une sorte de synthèse de la tradition et du progrès. Il faut aussi retrouver une tradition religieuse revalorisée par les principes du christianisme, et choisir comme critères dans les éléments à retenir la **vérité** et la **bonté**.

Au Japon, ajoute M. Daisuké Kitagawa, il y a aussi urgence d'introduire à brève échéance toutes les techniques occidentales, mais sans que le sentiment national s'en trouve amoindri. L'individu, estime M. Kitagawa, n'accédera à une culture internationale réelle que dans la mesure où il sera profondément enraciné dans la tradition de son pays. Il importe que la cohésion et l'intégrité de la nation se renforcent, et que l'Occident fournisse son aide technique sans influencer les sentiments du peuple japonais.

Dans les pays récemment libérés. — M. le professeur J. Neustadt, de l'Université de Leicester (Angleterre), dans sa remarquable étude sur l'éducation dans les pays qui ont récemment acquis leur indépendance, a montré l'étendue des besoins de ces jeunes nations, qui

passent presque sans transition du moyen âge à l'ère technique. Ce qui s'est réalisé chez nous en un siècle et demi, — l'industrialisation de l'Europe — doit s'improviser en Afrique dans des conditions souvent fort précaires. Un immense effort intellectuel est nécessaire, et les besoins en hommes et en matériel sont incalculables. M. le professeur Neustadt ne pense pas que ces nouvelles nations puissent s'appuyer sur leurs traditions nationales et familiales, car « un homme ressemble plus à son temps qu'à son père ». Il y a un éclatement irréversible des structures tribales. Même dans les familles, une évolution rapide se manifeste, accrue par le fait que l'enseignement développe les enfants alors que les parents restent influencés par les traditions. L'éveil d'une conscience nationale crée d'autres problèmes encore. De toutes façons, l'Europe doit procurer de l'aide, en hommes et en moyens, à ces nations où la colonisation a certes commis de graves erreurs, mais où elle a aussi apporté des éléments positifs. Une vive discussion a suivi cet exposé d'une grande richesse, étayé d'exemples vécus, vues pertinentes et optimistes sur l'avenir d'un continent dont nous ne pouvons nous désintéresser.

En Yougoslavie. — Mme Mitrovic a souligné l'effort considérable que poursuit la Yougoslavie pour adapter l'enseignement aux besoins actuels. Au moment de l'avènement du régime marxiste, le niveau de vie était très bas, l'instruction était un privilège réservé aux classes aisées. D'abord il a fallu développer les écoles publiques et apporter aux enfants non seulement une culture générale, mais rendre chacun conscient de sa responsabilité à l'égard de la collectivité. Coopératives scolaires, stages dans les entreprises agricoles et industrielles mettent l'enfant en contact avec les préoccupations du monde du travail. L'accès aux études universitaires a été facilité par une décentralisation qui permet à beaucoup de travailleurs d'entreprendre des études à côté de leur profession. Cependant, la pénurie de personnel qualifié, tant dans l'industrie que dans l'enseignement, pose en Yougoslavie aussi de graves problèmes.

2. PROBLÈMES DE L'ÉCONOMIE

L'économie et l'école

M. Barde a parlé de l'évolution de l'économie et ses répercussions sur la jeunesse. Il déplore le manque de contact et de collaboration entre l'économie et l'école. Il existe un inquiétant hiatus entre la préparation scolaire actuelle et ce que l'économie attend de l'enseignement. L'économie a besoin :

1. d'intellectuels qui formeront les cadres (techniciens, ingénieurs, professeurs, etc.);
2. de travailleurs manuels doués qui seront des ouvriers spécialisés;
3. une troisième catégorie comprenant des élèves peu doués tant sur le plan intellectuel que sur le plan manuel devra être réduite au minimum, car la mécanisation et l'automatisation éliminent toujours plus le travail du manoeuvre.

M. Barde déplore que trop souvent la famille laisse totalement à l'école le soin d'éduquer les enfants. Trop heureux encore quand, par sa tolérance excessive, ses excès dans le domaine des loisirs, elle n'entrave pas l'œuvre éducative tentée à l'école. On assiste à une disparition inquiétante du goût de l'effort.

L'école donne trop de connaissances livresques et théoriques. Elle devrait cultiver davantage le goût de l'effort, la capacité d'adaptation et le sens des responsabilités, accélérer le rythme du travail, donner moins d'importance à certaines notions d'histoire, de géographie et même de mathématiques, en s'attachant davantage à la portée pratique, efficiente des connaissances — ceci sans minimiser la valeur indiscutable des humanités. Il faut réagir sans tarder et établir la collaboration indispensable, sinon le fossé à combler sera si profond qu'une adaptation trop tardive risque de sacrifier une génération entière.

La discussion a mis en évidence les tentatives que fait l'école, surtout au degré primaire, pour actualiser son enseignement et établir le lien avec la vie pratique. D'autre part, les exigences de l'économie, pas toujours désintéressées, ne doivent pas nous faire oublier qu'il y a des individualités à former. Telles notions, jugées superflues, constituent les bases de la culture. Et, si l'on veut que les loisirs soient utilisés de façon intelligente, il importe qu'une éducation équilibrée y prépare, sinon l'école ne produira que des robots.

Exigences de l'économie

M. Hochstrasser, président des coopératives Migros, a parlé des exigences du monde technique à l'égard de l'école. Il constate que nous sommes dans une époque de révolution économique et en même temps de haute conjoncture. D'où un certain bouleversement de notre mode de vie, les préoccupations matérielles risquant d'exclure les autres.

L'économie attend de l'école qu'elle contribue à apprendre à l'homme à vivre en communauté : sens de l'équipe, de la collaboration, climat de confiance. Il faut que l'école collabore avec la famille dans la formation du caractère et du cœur. Pour cela, des liens plus étroits doivent se créer ou se développer entre la famille et l'école. Contact avec la nature, contact avec Dieu, climat de franchise entre enfants et parents, expériences du Réarmement moral, sens de la responsabilité collective dans le groupe, rétablissement de la confiance, même à l'égard de ceux qui ont commis une faute, M. Hochstrasser apporte dans ces questions vitales une expérience personnelle émouvante. La discussion a porté sur les rapports entre la famille et l'école, constants et naturels au village, plus difficiles à établir en ville, où les parents sont moins accessibles, et où les maîtres ne peuvent matériellement pas établir les contacts souhaités par M. Hochstrasser.

Dans une intervention très remarquée et vivement applaudie, M. Neustadt affirme que certaines familles, contrairement à ce qui a été affirmé, ont un sens aigu de leur responsabilité, et un sincère désir de les assu-

mer, grâce aux loisirs entre autres. Un collègue a fait observer que si les techniques nouvelles ont allégé la tâche des travailleurs de l'industrie, celle des enseignants demeure lourde, et la technique n'apporte ici que peu d'aide directe.

D'autre part, faire confiance à la probité des élèves a paru moins facile qu'à l'égard des adultes. Des contrôles sont nécessaires, mais ils peuvent être effectués dans un esprit différent, ils n'excluent pas un climat de confiance et de solidarité. Il importe que l'école soit un élément vivant de la communauté locale, et non un simple rouage anonyme d'un ensemble démesuré, lourdement hiérarchisé et déshumanisé; une cellule vivante et active, responsable de son travail et d'un certain « climat » affectif et humain.

Syndicats et formation de la jeunesse

M. Ezio Canonica a parlé de la position des syndicats ouvriers à l'égard de la formation de la jeunesse, et des problèmes de l'éducation vis-à-vis du développement de l'organisation technique de la société.

Le sociologue français Durkheim affirme que « l'éducation des jeunes est la socialisation méthodique de la nouvelle génération ». M. Canonica s'attache à définir la génération qui enseigne et celle qui actuellement est en formation. La jeunesse actuelle, estime-t-il, est physiquement plus avancée, intellectuellement plus précoce, mais plus arriérée au point de vue psychologique, spirituel et moral. Les transformations en cours aboutiront à une augmentation importante des loisirs. Les cadres moyens et supérieurs de l'entreprise seront plus nombreux. On doit s'attendre en outre à un profond changement dans la structure professionnelle. Enfin, les conquêtes de la technique font peser sur l'homme de nouvelles et graves responsabilités sociales. Saura-t-il maîtriser ces nouvelles techniques ou en sera-t-il l'esclave ?

L'éducation actuelle, estime M. Canonica, ne répond ni aux exigences physiques et intellectuelles de la nouvelle génération ni aux caractéristiques de la société en évolution. La responsabilité de cet état de choses incombe aux milieux politiques, trop souvent insensibles aux problèmes d'éducation.

Ecole primaire. — La scolarité obligatoire (huit-neuf années) ne répond plus aux exigences actuelles. Une prolongation d'un ou deux ans s'impose. Programmes et méthodes doivent être réadaptés.

Ecoles professionnelles et préacadémiques. — Il faut former un nombre très élevé de cadres techniques, donner une connaissance étendue des nouvelles professions dites qualifiées, et une formation professionnelle spécialisée à tous les degrés, développer le sens de la responsabilité et de la solidarité, ainsi que la rapidité des réactions.

Ecoles techniques supérieures, universités et académies. — Assurer intégralement un libre accès à ces études. Former des intellectuels largement informés des problèmes sociaux.

M. Canonica ajoute que la tâche d'introduire les jeunes générations dans la vie sociale n'incombe pas seulement à l'école, mais aussi à la famille, et, après la scolarité, à la société. L'éducation des adultes devra aussi être envisagée, car la communauté doit assurer à l'homme non seulement l'existence matérielle mais aussi la vie de l'esprit.

En conclusion, le syndicalisme s'intéresse aux problèmes de l'école, car il ne se préoccupe pas de pro-

grès matériel seulement, mais aussi des tâches culturelles.

Au cours de la discussion, des questions ont été posées à M. Canonica sur la réduction des heures de travail dans l'industrie, alors que dans l'enseignement la situation reste stationnaire. L'éducation de la femme, les répercussions de la semaine de cinq jours, la prolongation de la scolarité, le renforcement de la famille, l'éducation artistique des étudiants, ont fait l'objet d'entretiens et de réponses pertinentes de la part du conférencier.

3. PROBLÈMES PÉDAGOGIQUES RÉPONSES DES ÉDUCATEURS

Valeur formatrice des langues modernes

M. le professeur Adolphe Kuenzi a voulu surtout mettre en évidence l'importance de l'effort nécessaire pour les connaître, les comprendre, les aimer dans leur spécificité. Plus le français a évolué, plus il s'est différencié de l'allemand. Le conférencier donne de nombreux exemples de l'évolution des deux langues — français et allemand — évolution qui tend à accentuer le caractère de chacune d'elles. Emploi du discours direct et du discours indirect, nuances de subjonctif, ordre variable des termes, évolution de la prononciation, place de l'accent tonique, une riche moisson d'observations faisait l'intérêt de cette étude, qui a montré dans quelle large mesure la combinaison de l'accent tonique et de l'ordre des termes permet les nuances les plus subtiles dans l'expression de la pensée. En conclusion, dit M. Kuenzi, l'enseignement des langues modernes peut avoir la même valeur formatrice que le latin et le grec. Mais cet enseignement doit consentir à tenir compte des travaux des linguistes, satisfaire au besoin d'ordre et de clarté, et ainsi contribuer à une éducation à la mesure de notre temps.

Dans la discussion, on a examiné le rôle de la grammaire, qui n'est pas un but en soi, mais qui doit faire comprendre la langue, les avantages de la méthode directe, l'enseignement d'une deuxième langue dès l'école primaire, enfin le programme de connaissances exigibles pour l'admission au degré supérieur.

« La place des humanités classiques dans le monde moderne », par M. le professeur André Rivier

Position du problème

1. Il est nécessaire de sortir d'une perspective purement individuelle qui voudrait montrer la valeur formatrice des humanités classiques notamment à l'esprit d'analyse. Ce qu'il faut considérer, c'est l'ensemble d'un pays, voire d'une civilisation, qui, sans doute, a besoin de s'équiper techniquement, mais aussi et surtout de se développer dans la ligne de sa physionomie culturelle profonde.
2. Il importe, en outre, d'éviter des solutions générales valables pour tout pays. Elles seraient forcément trop schématiques et aboutiraient au nivellement des sociétés au détriment d'un épanouissement basé sur la diversité des ressources. En conclusion, le problème se ramène à ceci :
 - a) étudier comment les objectifs techniques, scientifiques, sociaux, etc. devront être atteints sans bouleverser l'équilibre culturel d'un pays, sans lui faire perdre confiance en un avenir où il aura le droit de rester fidèle à lui-même;

- b) appliquer particulièrement cette étude aux pays européens qui portent la marque de l'« Aventure occidentale de l'homme » et qui s'amputeront d'une partie d'eux-mêmes s'ils renonçaient à l'enseignement du latin et du grec.



M. Zerboni, de Turin, a la parole

Eléments de solution

1. Pour qu'un pays européen reste lui-même il lui faut laisser place à l'étude de la culture gréco-romaine. Cependant il n'est pas nécessaire qu'un grand nombre s'adonne à cette étude, la plupart même devraient faire autre chose.

Mais l'homme est un être de mémoire. Les sociétés qui ne vivent que dans le présent sont dans l'aberration en dépit de toute planification pour l'avenir. Aussi la fonction d'un groupe connaissant plus profondément son passé est-elle importante dans l'ensemble d'une culture.

Mais pourquoi remonter si loin dans le passé ? La Renaissance ne suffirait-elle pas à nous donner la conscience de ce que nous sommes ? Non, car ce passé récent a été marqué par une rupture des liens sociaux telle que la culture est restée l'apanage de

la classe supérieure. Or les textes anciens présentent un exemple de culture intégrée : les tragédies grecques notamment touchaient les cercles les plus méprisés de la population.

Une autre objection verra dans la culture antique l'apport d'une société dont l'esclavage était une des composantes. C'est vrai, mais la grande distance entre cette époque et la nôtre permet de n'en retenir que ce qui est exemplaire.

Bref, grâce à la culture gréco-latine étudiée par une fraction de la population un pays occidental peut garder conscience non seulement de ce qu'il est mais de ce qu'il est apte à devenir.

2. Il y a plus. Cette prise de conscience doit permettre à ce pays de se donner une éthique capable de mesurer la valeur de son développement scientifique et technique. La domination des techniques, a dit Georges Friedmann, exige de l'homme de notre temps non pas un supplément d'âme, comme le dit Bergson, mais un supplément de conscience et de force morale ».

Il y a là un besoin éducatif plus pressant actuellement qu'au début du siècle. En effet, avant les deux guerres et les grands bouleversements sociaux de notre époque on croyait que la civilisation occidentale était assurée de se perpétuer. Bien que le mot célèbre de Valéry : « Nous autres, civilisations, nous savons que nous sommes mortelles », doive être récusé en ce qu'il y a de trop pessimiste, il est cependant révélateur d'une situation. La pérennité de notre civilisation se sent menacée par des civilisations nouvelles réalisant en dehors de nous des performances qui nous laissent rêveurs. L'approfondissement de notre culture propre nous rendra confiance en notre propre génie créateur et la connaissance du chemin parcouru nous vaccinera contre cet esprit de démission qui est la grande tentation de l'Occident.

Deux observations restent à faire avant d'aboutir à une conclusion pratique :

1. Les humanités classiques soustraient-elles des élites aux voies scientifiques ? En définitive il n'en est rien car elles restent une voie d'accès aux carrières scientifiques. Elles assurent une formation capable non d'aménager les techniques mais de les dominer. En outre, ce détour linguistique crée, par le dépaysement la disponibilité de l'esprit qui est condition de la recherche et de la découverte.

2. Le temps dépensé, en plein XXe siècle à l'étude du latin et du grec ne détourne-t-il pas du monde actuel et de ses problèmes ? Constatons d'abord que si certaines sociétés d'aujourd'hui ont des raisons d'urgence pour adopter une organisation unitaire de l'enseignement, quant à nous étant déjà dans la course nous ne sommes pas si pressés. Gardons-nous de sacrifier ce luxe qui est une chance. En réalité l'étude de la culture gréco-latine ne détourne pas du monde contemporain car dans le monde antique le citoyen est étroitement soudé à sa communauté, son esprit rationnel ne cesse de juger sa propre politique. Dans les coutumes et la religion, on ne cesse de découvrir les traces d'une civilisation archaïque parallèle à celle des Etats moins civilisés qui ont brusquement subi l'impact des civilisations en voie de développement.

En conclusion il s'agit d'assurer la présence du passé dans notre civilisation en sorte de la rendre capable d'affronter les problèmes de l'avenir et notamment le défi des civilisations techniques. Cela nous amène prati-

quement à maintenir l'enseignement du latin et du grec pour une certaine proportion des étudiants, sachant bien qu'il y a là un objectif à poursuivre à côté de bien d'autres.

Le remarquable exposé de M. le professeur A. Rivier a été vivement apprécié. Il a suscité une abondante discussion.

Le maître face au monde actuel

M. Egli, instituteur à Muri (Berne) a exposé la situation du maître face aux problèmes du monde actuel. Ayant été maître dans un hameau de l'Emmenthal, M. Egli a évoqué l'école rurale, à tous degrés, étroitement liée à la vie locale, où l'enseignement s'appuie sur l'immédiat. Dans une école de la banlieue bernoise, à l'échelon où l'enfant peut être promu à l'école secondaire, l'atmosphère de la classe est bien différente, le contact avec la famille moins direct. Dans les classes de « passage » il faut craindre que l'intérêt des familles et des élèves se concentre sur la possibilité d'être admis à l'échelon secondaire, et que l'enseignement dégénère en un drill des matières soumises à examen. Les parents eux-mêmes ont tendance à sous-estimer la valeur formatrice de l'éducation complète, et à ne considérer que le résultat. M. Panchaud a donné quelques précisions sur les expériences faites à Lausanne pour éviter le « drill ». On constate une fois de plus que notre système éducatif est construit par le toit, c'est-à-dire que chaque échelon supérieur détermine ce que l'échelon précédent doit fournir sur le plan des connaissances. Il faut lutter contre ce fâcheux cloisonnement et multiplier les contacts entre maîtres des différents degrés. Quant au problème des examens, il faut reconnaître qu'il est complexe, et qu'il est fort difficile d'aboutir à un système qui soit autre chose que le contrôle des connaissances acquises. L'idéal serait un examen qui contrôle le pouvoir plus que le savoir. Le canton de Berne tient largement compte des résultats de l'école primaire, mais sans pour autant supprimer l'examen. Ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est que le souci des branches dites principales fasse négliger d'autres éléments de formation moins directement mesurables, mais non moins éducatifs. La discussion a porté encore sur quelques problèmes particuliers, comme la réélection périodique des maîtres encore en vigueur dans plusieurs cantons, — et la formation professionnelle des agriculteurs.

Les loisirs

On ne pouvait parler de programmes, d'économie et des problèmes actuels sans aborder la question des loisirs. **M. Raymond Racine**, docteur ès sciences économiques, chargé des séminaires de recherches au Centre européen de la Culture, devait aborder ce problème, mais il fut empêché de venir. Les participants eurent néanmoins le privilège de prendre connaissance de l'étude dans laquelle, sous le titre « Maintenant que les loisirs deviennent le sérieux de la vie », il examine le problème de la diminution des heures de travail, importante depuis le début du siècle. Cette diminution a entraîné des transitions beaucoup trop rapides pour être bénéfiques. D'où le désarroi de beaucoup de travailleurs, jeunes ou vieux, qui ne trouvent ni dans le travail ni dans les loisirs de satisfactions profondes. « L'accommodation même à la plupart des conditions de la vie moderne provoque des changements élémentaires qui constituent une véritable destruction de l'individu » (A. Carrel : L'homme cet inconnu).

On demande aux éducateurs de préparer la jeunesse de ce temps à un emploi intelligent des loisirs. Non à

l'absorption passive de musique enregistrée ou de spectacles débilissants, à la lecture de journaux dont la superficialité est le moindre défaut. Mais à une activité créatrice, libératrice, à la recherche de contacts enrichissants, tant par le charme de la connaissance d'autres personnalités que par la perception d'autres modes de vivre et de penser. Loisirs compensatoires, ajoute l'étude de M. R. Racine, en ce qu'ils apportent une satisfaction que le travail ne peut pas toujours offrir ; parfois inévitablement monotone, dans l'industrie ou ailleurs, ou harassant, ou décevant, il n'apporte souvent plus la fierté que pouvait ressentir l'artisan devant l'œuvre issue de ses mains.

C'est pourquoi, lorsque l'économiste demande à l'école d'adapter ses programmes, d'améliorer son rendement, d'accélérer son rythme de travail, l'éducateur estime à juste titre qu'à côté des exigences d'ailleurs normales du marché du travail, il y a celles d'une personnalité à laquelle une large culture humaine est due. Exercices physiques, activités culturelles, recherches personnelles, création artistique, relations sociales, bien avant notre époque les travailleurs de tous cadres ont cherché dans diverses directions un complément vital d'intérêt, dont la profession elle-même peut bénéficier, puisque l'homme lui revient riche d'une expérience et d'un désir satisfait. M. Racine cite même des entreprises qui ont mis à la disposition de leurs ouvriers les éléments d'un « bricolage éducatif » pouvant conduire à des perfectionnements ou même à des inventions dont l'établissement ne peut que tirer profit. On cite encore le succès des ateliers de loisirs organisés à Genève par les Unions chrétiennes, en souhaitant voir cet exemple suivi partout.

Rééducation et réadaptation

M. Hans Schoch, directeur du Gotthelf-Haus, à Bleichenberg - Biberist, a exposé le travail de rééducation et de réadaptation qui se poursuit dans l'établissement dont il a la responsabilité. Inévitablement, notre système scolaire ne peut résoudre tous les problèmes. De nombreux éléments présentent des carences sur le plan affectif ou psychique, et doivent être suivis par des spécialistes.

L'éducation doit toujours être à la mesure de son temps parce que la jeunesse, dans notre temps de progrès et en vertu des conditions actuelles, doit être fortifiée pour le combat de la vie. Cependant, nous devons nous rendre compte qu'en matière d'éducation, il s'agit toujours d'un effort problématique selon les circonstances de la vie.

Si nous voulons saisir les problèmes propres à notre époque, nous constatons que la croissance de l'enfant est mise à l'épreuve, au maximum et conditionnée presque exclusivement par des facteurs exogènes. Ces exigences affaiblissent et troublent les fonctions d'élaboration et de régulation du système neuro-végétatif de l'enfant qui grandit et l'empêche d'acquiescer le rythme vital si important pour son développement ultérieur. Il en résulte une instabilité grandissante, cause de la « nervosité » propre à notre époque, et qui se trouve à l'origine d'un grand nombre de problèmes éducatifs. Ils sont tous l'expression d'une tension, d'une menace dans l'existence même de l'enfant (Pestalozzi parlerait d'une destruction du sentiment de la « chaleur du foyer »).

La gravité de cette menace, même si elle est à peine visible de l'extérieur, se manifeste parfois d'une manière émouvante dans les dessins d'enfants, montrant à quel

point elle peut agir souvent profondément dans l'âme enfantine.

Ce sont précisément les symptômes, révélés de cette manière, qui sont l'expression d'une grande détresse, souvent insupportable, et intolérable au développement.

Une fois que ces troubles ont évolué jusqu'à ce point — et ceci arrive plus souvent qu'on ne le pense — nos méthodes éducatives habituelles ne parviennent plus à empêcher que l'évolution d'un enfant ne soit définitivement endommagée. C'est par un travail souvent minutieux que les pédo-psychiatres et les psychologues recherchent les causes de ces troubles et que les spécialistes de l'enfance inadaptée élaborent des méthodes de guérison.

Souvent il est ainsi possible d'obtenir des résultats décisifs, mais seulement pour un petit nombre d'enfants en danger. Notre tâche essentielle, à nous, est de découvrir et de mettre en évidence ce qui menace notre époque et de mobiliser toutes les forces disponibles pour combattre le danger.

Nous devons, en premier lieu, prévenir le danger par une revalorisation profonde et générale de l'atmosphère familiale.

Il serait souhaitable :

1. Que l'on accorde la même importance à l'hygiène mentale qu'à l'hygiène corporelle ;

Un instant de récréation



2. Que dans toutes les familles en danger, c'est-à-dire affaiblies, la fête des mères soit prolongée pendant toute l'année ;
3. Que chaque mère fasse un apprentissage correspondant à sa grande tâche ;
4. Que l'éducation de nos enfants soit conçue par toute la société comme la première de nos tâches communes.

Toutes les conditions matérielles et d'organisation sont réalisées. Mais il ne s'agit pas simplement de remettre de telles tâches à des organisations quelconques. Celles-ci ont chacune leur mission particulière. Nous-mêmes, chacun à titre individuel devons faire un effort accru pour que tous les milieux qui se sentent responsables de l'évolution de la société humaine se vouent de toutes leurs forces à ces problèmes, afin que, partout où cela est possible, dans chaque famille on garantisse à l'enfant un plein épanouissement dans un milieu familial homogène, par le maintien d'un dialogue continu entre parents et enfants, dialogue qui seul, en définitive, peut former un enfant apte à vivre dans un temps comme le nôtre.

Le Gotthelf Haus

Cet émouvant exposé suscita de nombreuses questions, relatives surtout à l'organisation de l'établissement que dirige M. Schoch. Il a été précisé que le Gotthelf Haus reçoit des enfants inadaptés pour un cours-stage de trois mois pendant lequel un médecin spécialisé, attaché à l'établissement, les suit. Un enseignement régulier est donné. Il s'agit de rendre le plus tôt possible l'enfant au cycle normal de ses études, après avoir passé un diagnostic. La plupart des enfants acceptent sans difficulté ce stage d'observation qui contribuera à vaincre les difficultés dont ils souffrent. Quand ils quittent le stage, les enfants sont encore suivis par une assistante sociale.

Parmi les moyens utilisés par l'institut, il faut citer le jeu, le travail de la terre glaise, la musique et surtout le dessin, source de libération, qui renseignera avec pertinence le spécialiste sur les préoccupations profondes de l'enfant. A partir d'une suggestion, d'un thème, d'un récit, l'enfant s'exprime par le dessin avec la liberté la plus absolue. Fréquemment, il revient au cours de la journée sur le thème indiqué, et de cette spontanéité naît une œuvre particulièrement significative, riche en enseignements sur la personnalité propre du sujet. M. Schoch a présenté une quantité de dessins, reflets des tourments et même des traumatismes subis par ses petits protégés, victimes trop souvent d'un déséquilibre familial.

« Quand nous étions petits enfants »

Malgré la riche substance des exposés que nous avons tenté de résumer, la 8e semaine pédagogique internationale n'eût pas été complète sans cette évocation émouvante de la classe. Le film de Chs-H. Brandt nous a profondément impressionnés. Il constituait à lui seul une réponse à tant de vœux, d'espoirs, — de critiques aussi — adressés à l'école. Et maintenant le maître était là, entouré de ses élèves si divers d'âge, de possibilités, de caractère. Mais tous conscients, sans même s'en rendre compte, de la grande Aventure du nouveau savoir, qui, de l'abécédaire aux civilisations antiques, ouvre mille portes mystérieuses. Miracle aussi de cette vie communautaire, qui enferme l'enfant pour libérer l'homme. Miracle encore de cette double existence, — dans la famille et à l'école —, mondes différents et complémentaires, ici les liens du sang, là ceux, plus ténus mais non moins puissants, de l'esprit, de l'amitié, de la pensée, du savoir découvert en commun. M. Bernasconi, collaborateur de M. Brandt, et M. Chs Guyot, instituteur, répondirent à maintes questions touchant aux conditions dans lesquelles le film a été créé. Cette bande a été depuis l'objet d'une flatteuse distinction, et nous ne doutons pas qu'elle contribuera à faire mieux comprendre la position de l'école et les légitimes aspirations des maîtres.

Nous serions bien incomplets si nous négligions de tenter au moins de définir l'atmosphère particulièrement enrichissante de ces journées. La direction à la fois souple et ferme de M. le professeur Georges Panchaud, la parole chaleureuse de M. C. Bariffi, adjoint du directeur du stage, l'activité précise et souriante du secrétariat (Miles Zévaco, Hürlimann et Engel) ont été soulignés au cours de la dernière soirée, présidée par M. André Paroz.

Au cours d'une entrevue tenue au terme du stage, les participants suisses se sont demandé quels contacts étaient à établir avec les animateurs de l'Association des Amis du Sonnenberg, qui à sept reprises, de 1954 à 1960, a organisé les rencontres de Trogen, et particulièrement avec son président M. Willi Vogt. Notre vœu à tous est de voir la Suisse romande organiser régulièrement, au moins tous les deux ans, des semaines pédagogiques avec la collaboration de « Fraternité Mondiale » et de la Commission suisse pour l'Unesco. La diffusion des études présentées ne doit pas être négligée, et dans ce domaine aussi nous savons que le Secrétariat de Fraternité Mondiale dispose de possibilités étendues.

A. P.

Le problème de l'enseignement dans l'Asie moderne

Conférence du Révérend Daisuké Kitagawa, Conseil œcuménique des Eglises

Le problème que pose aujourd'hui l'enseignement en Asie doit être considéré dans une perspective appropriée, c'est-à-dire en tenant compte de l'ensemble des modifications de structure que subit la société. Il ne faut pas le laisser s'embourber en se contentant d'un simple examen des méthodes et des techniques, de ce qu'il importe d'enseigner et de la façon de s'y prendre. Avant toute chose, il s'agit de délimiter nettement les fins auxquelles doit tendre l'enseignement, le but ultime qu'il faut lui assigner.

— I —

Au cours des séjours que j'ai effectués ces dernières années dans diverses régions de l'Afrique, j'ai été frappé par les contrastes éloquentes qu'il semble y avoir entre l'Afrique et le Japon au point de vue de l'enseignement. On peut ainsi définir ces contrastes, au risque d'en exagérer l'importance :

Japon : L'enseignement passait pour un moyen de moderniser le pays.

Afrique : L'enseignement était considéré comme un moyen d'**occidentalisation**, synonyme de civilisation.

Japon : L'enseignement était calqué dans ses grandes lignes sur l'instruction scientifique et technique de l'Occident, mais son véhicule était le japonais et ses maîtres, des enseignants japonais, lors même que nombre des manuels scolaires étaient, au début du moins, des **traductions** d'ouvrages occidentaux.

Afrique : L'enseignement visait avant tout, du moins au premier stade du colonialisme, à former des fonctionnaires des hommes suffisamment cultivés pour assumer des postes de petits fonctionnaires dans l'administration coloniale. L'accent était mis sur les « humanités », c'est-à-dire le droit, la philosophie, les classiques, etc. et les différentes disciplines étaient uniquement enseignées en anglais (ou en français).

Japon : Depuis la naissance du Japon moderne, l'enseignement primaire est universel et obligatoire ; chaque enfant japonais avait le droit et le devoir d'en bénéficier, car il avait expressément pour objet d'en faire un **patriote**.

Afrique : A partir de la première année scolaire, l'enseignement était un « privilège » accordé à une très faible minorité dont il faisait une « élite occidentalisée » ou, comme l'a dit un étudiant de la Sierra Leone, des « Anglais de peau noire ».

Japon : Les dirigeants du Japon moderne savaient ce qu'ils faisaient et les masses les suivaient aveuglément.

Afrique : Les puissances administrantes savaient, elles aussi, quel objectif elles poursuivaient et les populations indigènes ne pouvaient faire autrement que de s'y ranger.

Dans les deux cas, les hommes au pouvoir atteignirent leur but, mais on peut se demander si l'**enseignement** a vraiment profité, à la longue, au peuple considéré dans son ensemble. Quoi qu'il en soit, malgré l'évolution draconienne de ses méthodes, de ses techniques et même, dans une certaine mesure, de son contenu, l'enseignement tend toujours, dans le Japon moderne, vers les fins qu'il se proposait déjà à ses débuts. La continuité de l'enseignement a été préservée lors de la transition entre le Japon ancien et le Japon moderne. Il en va autrement en Afrique où une cassure profonde sépare l'enseignement moderne de l'ancienne éducation tribale. C'est là que réside la tragédie fondamentale née du colonialisme, et c'est ainsi que nous sommes amenés à nous pencher sur l'importance que revêt le nationalisme pour l'enseignement.

— II —

A l'heure actuelle, dans la plupart des régions de l'Asie (et d'ailleurs de l'Afrique), disciplines scientifiques et techniques et enseignement classique et littéraire sont tout aussi indispensables. Un enseignement digne de ce nom doit associer les uns et les autres, de même qu'il doit être « universel », du moins au niveau du primaire et du secondaire. Il semblerait qu'à notre époque on incline fortement en Asie et en Afrique (comme c'était le cas au Japon les cent dernières années) à accorder la priorité à la formation scientifique et technique aux dépens de l'enseignement classique, et cela, pour une raison précise : on veut adopter le côté technique de la civilisation occidentale tout en écartant l'aspect moral et spirituel de la culture occidentale, on s'efforce de moderniser le pays dans le sens

de la civilisation technique de l'Occident, mais en préservant sa propre culture. Est-ce possible ?

La pénétration de la civilisation technique jusqu'aux coins les plus reculés de l'Asie et de l'Afrique est un fait inéluctable de notre époque. Sauf le respect dû à feu le mahatma Gandhi, je dois dire qu'aucun pays asien ou africain ne saurait **survivre** et conserver son autonomie s'il ne s'y plie pas. La modernisation, au sens de « marcher de pair avec l'évolution », exige que l'économie nationale soit industrialisée, avec toutes les conséquences que cela entraîne ; une telle modernisation équivaut en fait à une « révolution industrielle ». En d'autres termes, l'« occidentalisation » du monde entier, au sens où l'entendaient l'historien Toynbee et l'anthropologue Malinowski, s'avère inéluctable. Que les Asiens et les Africains le veuillent ou non, la civilisation technique de l'Occident s'est non seulement installée à demeure chez eux, elle bouleverse aussi de l'intérieur leur société jusqu'alors statique et fermée. Dans une situation pareille, l'enseignement doit être infiniment plus que le simple fait d'apprendre aux enfants à lire et à écrire ou à se servir des outils et des machines.

Il importe bien que la nation sache ce que signifie le fait d'être une nation à cette époque d'internationalisme qu'est la nôtre. D'un côté, il faut renforcer l'intégrité et la cohésion de la nation en tant que telle ; de l'autre, les relations avec les autres nations doivent être fondées sur le respect mutuel. L'éducation donnée aux citoyens doit en faire des hommes fiers de leur pays. A ce stade de l'histoire de l'humanité, peu d'êtres humains peuvent se réaliser pleinement dans la dignité s'ils n'appartiennent pas à un pays auquel ils s'identifient. Un Japonais, dans le monde moderne, ne peut être homme que s'il a conscience du fait qu'il n'est pas simplement un Asien, un Oriental, un Mongol, mais un Japonais. Par conséquent, il lui faut savoir aussi, du point de vue de l'être au sens vrai du mot, ce que cela signifie d'être Japonais. Nous voici arrivés à un point où il serait peut-être utile d'établir une comparaison entre l'Asie et l'Afrique contemporaines, engagées dans une révolution industrielle, avec l'Occident du temps de la Révolution industrielle, disons l'Angleterre du début du XIX^e siècle.

La **Révolution industrielle** a été appelée ainsi parce qu'elle a transformé l'Europe d'autrefois en une société complètement différente. Toutefois, cette révolution industrielle de l'Occident n'a pas été imposée du dehors, par des forces étrangères, aux populations de l'Occident ; elle est née au sein même de l'Occident, elle représentait l'aboutissement de plusieurs siècles d'**évolution** intellectuelle et scientifique. Cette évolution de son côté plongeait profondément ses racines dans l'héritage religieux hébraïque et chrétien ainsi que dans le legs philosophique et scientifique de la Grèce et de Rome. Présentée en raccourci, la Révolution industrielle a été précédée de la Renaissance, de la Réforme, de l'Age de la Raison, du Rationalisme et du Romantisme. L'Occidental de la période qui suivit la Révolution industrielle était foncièrement différent de l'homme qui vivait à l'époque pré-révolutionnaire, mais un lien de continuité subsiste entre eux. L'un procède de l'autre, c'est-à-dire que l'homme de l'Occident était préparé, intellectuellement, moralement et spirituellement, à vivre dans une société technique et industrielle. L'unité et l'intégrité de l'Occident n'ont pas été brisées par la Révolution industrielle.

En Asie et en Afrique, le processus a été quasiment

inversé. Les populations ont été précipitées de l'extérieur, par des forces étrangères, dans une révolution industrielle avant qu'elles aient eu le temps de s'y préparer sur les plans intellectuel, moral et spirituel. Quelques rares élus, l'élite intellectuelle, ont été à ce point occidentalisés par l'éducation occidentale dont ils avaient bénéficié, qu'ils se sont éloignés de leurs concitoyens, alors que la majorité, les masses, ont été contraintes de vivre dans une société de plus en plus industrialisée tout en gardant leur ancienne mentalité pré-technique, devenant ainsi virtuellement des « personnes déplacées » dans leur propre pays. L'unité et l'intégrité de la société indigène sont donc inévitablement rompues. Un gouffre infranchissable ou presque, culturel et spirituel, s'est ainsi creusé entre les gouvernants et les gouvernés. Cette situation ne s'est guère modifiée depuis lors, même après la disparition des maîtres « coloniaux » de la scène.

Dans cet état de choses postcolonial, l'enseignement affronte, en Asie et en Afrique, deux tâches plus ou moins contradictoires : d'abord, il faut **rééduquer les éduqués**, l'élite intellectuelle, pour les « réconcilier » avec leurs concitoyens, les réintégrer dans leurs rangs et les enraciner de nouveau dans leur héritage ethnique et national (indigénisation) ; ensuite, il faut **éduquer les masses** et leur permettre non seulement de se servir des outils et des machines de la civilisation occidentale, mais encore modifier leur attitude à l'égard de la base morale et spirituelle sur laquelle repose cette civilisation.

Il s'ensuit que l'enseignement doit viser, d'un côté, à **prévenir** l'éclatement ou la désagrégation des anciens liens de solidarité (de tribus ou de familles, de clans, de collectivités de diverses sortes) et, de l'autre, à **précipiter** le processus de l'émancipation des masses à l'égard de ces mêmes collectivités et de ces liens de solidarité. Il importe en cette matière de distinguer entre « déracinés » et « émancipés » lorsqu'on applique ces termes à des êtres qui vivent dans une société bouleversée jusqu'à ses fondements par une transformation foncière et rapide. L'enseignement doit contribuer à **émanciper** tout en évitant de **déraciner**.

— III —

CONSÉQUENCES PRATIQUES

La civilisation technique et industrielle s'est installée à demeure. Les Asiens et les Africains pour lesquels l'héritage culturel de l'Hébraïsme et du Christianisme, de la Grèce et de Rome, est quelque chose de foncièrement étranger et qui n'ont pas parcouru les mêmes étapes de l'évolution intellectuelle que l'Occidental, doivent **brusquement** faire face à la nécessité de vivre dans cette civilisation industrielle hautement progressiste, incomparablement plus évoluée qu'elle ne l'était au début du XIXe siècle. Ils n'ont pas le temps de passer par les diverses étapes qui ont marqué l'évolution intellectuelle, il leur faut, d'une façon ou de l'autre, les sauter entièrement, ils doivent accomplir la révolution intellectuelle qu'entraîne dans son sillage la révolution industrielle.

Etant donné cet état de choses, l'enseignement

- 1) doit profiter à chaque secteur et à chaque couche de la population : enseignement primaire obligatoire, éducation des adultes, éducation du public par les moyens d'information de masse ;
- 2) doit associer l'enseignement technique et les disciplines classiques : formation professionnelle accom-

pagnée d'un enseignement classique ; éducation classique fondée sur une philosophie de la vie et des rapports entre hommes à résonnances religieuses ;

- 3) doit être suffisamment « œcuménique » pour permettre aux êtres d'avoir une saine conception de la place qu'ils occupent dans le monde : c'est à cet égard que les échanges d'étudiants, de professeurs et de techniciens sur une base internationale acquièrent tout leur sens.

De l'aveu général, cette conception de l'enseignement est très difficile, et aussi très coûteuse si on veut vraiment l'appliquer. Mais quelle que soit la dépense à consentir, il faut s'y résigner, car la tâche que nous affrontons consiste en dernier ressort à comprimer toute l'histoire de la civilisation occidentale dans la durée de vie d'un homme ; ou encore, en d'autres termes, l'Asien d'aujourd'hui doit revivre en une seule génération l'**expérience** que l'Occidental a acquise depuis la Renaissance au moins, sans pour autant se transformer en « Occidental ».

L'esprit du nationalisme est, à l'heure actuelle, à son apogée en Asie. Après avoir secoué le joug du colonialisme occidental, les peuples désirent ardemment affirmer leur indépendance et leur autonomie nationale. Toutefois, leur indépendance étant à la fois le résultat du colonialisme et une réaction contre lui, ils inclinent facilement à se laisser aller à des sentiments d'**indigénat**, de xénophobie et d'antioccidentalisme chaque fois qu'ils veulent consciemment affirmer leur indépendance et leur autonomie. Permettre que cette tendance soit poussée à ses extrêmes logiques, surtout en matière d'enseignement, reviendrait à **répéter** la tragédie qui a marqué le Japon de 1860 à 1940. Ce pays avait adopté le meilleur de ce que l'Occident avait à lui offrir pour s'armer contre lui : le résultat a été désastreux pour leur deux côtés.

Lorsqu'on considère tous ces éléments, l'enseignement dans l'Asie d'aujourd'hui n'est pas une mince affaire. Avant tout, cette charge doit être confiée à des **nationaux compétents**. Il est loisible d'appeler en consultation des experts étrangers, mais il ne faut pas leur abandonner cette charge. La **compétence** des ressortissants du pays qui s'occupent de l'enseignement doit être marquée, au-delà de leur compétence technique dans les domaines professionnels qui leur sont propres, d'une perspective supra-nationale ou internationale à l'égard du destin de leur propre pays ou de leur peuple.

C'est là que les religions qui se partagent notre monde doivent jouer un rôle décisif et durable. Cela ne signifie nullement que l'enseignement doit être, au sens étroit des mots, chrétien, hindou, bouddhique ou islamique ; je pense, en parlant de cela, aux croyants qui s'occupent, en leur qualité d'enseignants, d'hommes d'étude et de techniciens, de l'enseignement laïque, c'est-à-dire de l'enseignement général, de la formation professionnelle, de l'éducation des enfants et des adultes. Il serait inutile de disposer de plus de missionnaires « étrangers », d'écoles des missions, ni même de dirigeants religieux plus nombreux ; au contraire, il faut davantage de laïques, hommes et femmes dévoués, enseignant dans les écoles laïques des disciplines, elles aussi laïques, avec une grande compétence technique et avec la largeur de vue universelle que leur donne la religion.

— IV —

Cet argument est d'une importance capitale, car les Asiens contemporains doivent apprendre non seulement

à vivre avec la civilisation technique et industrielle d'origine occidentale, mais encore à « cohabiter » avec l'Occident, leur voisin et leur associé dans la tâche commune qui leur incombe et qui consiste à édifier une nouvelle collectivité et une nouvelle civilisation universelles. La crainte éprouvée par les Asiens à l'égard de l'impérialisme culturel de l'Occident au cours de la période postcoloniale se comprend fort bien, mais il ne faudrait pas qu'elle les pousse à un isolationnisme xénophobe ou à une hostilité irraisonnée envers l'Occident. S'ils veulent survivre en tant que nations indépendantes et dignes, il leur faut apprendre à cohabiter avec l'Occident et avec la civilisation occidentale.

Il s'ensuit que l'enseignement en Asie ne peut aujourd'hui s'offrir le luxe d'être uniquement national, il doit être international en même temps. Dans un certain sens, il s'agit d'être internationaliste d'abord et « nationaliste » ensuite seulement ou, pour inverser la proposition, il faut de nos jours être ressortissant d'un pays souverain pour pouvoir être pleinement internationaliste. Cela signifie que l'on ne peut être citoyen du monde si l'on n'est pas d'abord citoyen d'un pays. La nationalité représente un important élément de l'individu en tant que citoyen du monde. Le but ultime de l'enseignement japonais, par exemple, est de faire de chaque citoyen tout à la fois un Japonais ayant le respect de soi et un citoyen du monde conscient de ses responsabilités, un travailleur qualifié ou un membre des professions libérales capable d'assurer son existence, de subvenir aux besoins de sa famille et de profiter de la vie grâce à un honnête labeur.

Que faut-il faire pour atteindre ce but ? Il ne suffit certainement pas d'ajouter un cours de « relations internationales » au programme scolaire ou d'accorder une plus grande place à l'étude de l'Europe. Il semble qu'au fond du problème se trouve une meilleure compréhension de l'idée de nation, vue dans une perspective mondiale. Qu'est-ce qui rend un pays unique parmi tous les autres tout en lui permettant d'assumer son rang dans une humanité commune ? Si l'on doit en juger d'après cette question, qui se pose partout dans le

monde d'aujourd'hui, l'enseignant élevé et formé au temps du nationalisme chauvin n'est pas du tout en mesure d'instruire les jeunes de la génération actuelle. Ce problème est l'un des plus graves que soulève en ce moment l'enseignement au Japon.

La formation des jeunes enseignants et la rééducation de leurs aînés expérimentés pour répondre aux besoins du Japon moderne en matière d'enseignement ne sont pas des tâches faciles. Qui donc, au Japon, est pleinement qualifié pour les remplir ? Etant donné que la situation est foncièrement différente aujourd'hui, même en comparaison de ce qu'elle était voici vingt ans à peine, le vrai problème est celui que présente le professeur chargé de former le jeune enseignant ! Comment l'homme élevé dans le Japon d'avant la guerre peut-il préparer les jeunes d'après-guerre à instruire les enfants qui seront les hommes et les femmes de l'ère spatiale ? Cette question n'intéresse pas tant le progrès de la science et de la technique que les transformations de structure des relations humaines à l'échelon du monde. L'une des nécessités les plus urgentes consiste à donner à des éducateurs techniquement compétents, quel que soit leur domaine, l'occasion d'acquiescer de première main l'expérience de la confraternité internationale grâce à des échanges d'enseignants de divers pays, aux études à l'étranger, à la participation à des conférences internationales et grâce à d'autres projets encore, des recherches, etc. En ce qui concerne plus particulièrement le Japon, il importe plus d'élargir les horizons et les perspectives des enseignants que d'améliorer leur compétence professionnelle. Dans la plupart des autres pays d'Asie, le nombre des enseignants ayant une formation suffisante est encore loin d'atteindre le niveau voulu. Il est possible que la réalisation des programmes d'urgence visant à augmenter le nombre des écoles et des maîtres s'y révèle encore plus nécessaire. Toutefois, en l'état actuel des choses, il faut faire appel à toutes les ressources disponibles pour former des enseignants et faire de chacun d'eux un citoyen digne de son pays et un citoyen digne de la collectivité mondiale tout autant qu'un éducateur.

Tendances actuelles de l'enseignement en Afrique noire et Madagascar

Conférence de M. Nicolas Atangana, président de la Commission Afrique des ONG à l'Unesco, directeur de recherches à la Banque Camerounaise de Développement.

On sait que les pays africains et malgaches de langue française ont connu, et maintenu une fois devenus indépendants, le système d'enseignement tel qu'il était conçu en France avant les réformes partielles de ces dernières années.

Ce système d'enseignement allait de soi tant que la France détenait sans partage l'autorité politique de ces pays. Nul ne pouvait le mettre en discussion, car il participait à la mission dont la France était porteuse. Mais cette mission même que la France accomplissait avec une certaine gratuité évidente, excluait toute référence à des concepts, à des modes de pensée autres que ceux qui caractérisent les sociétés d'Occident.

Or, celles-ci étaient parvenues à un niveau de vie sociale, culturelle et économique que les sociétés traditionnelles n'avaient jamais connu. Dans tous les domaines elles utilisaient des techniques achevées qui n'avaient rien de comparable avec les techniques en usage chez les peuples africains et malgache. C'est dire combien le système d'enseignement imposé à ces peuples

allait soulever des difficultés d'ordre psychologique et éthique dans des sociétés dont l'évolution n'avait pas connu les phases successives de l'évolution sociale, culturelle et économique des sociétés occidentales.

VALEURS NOUVELLES, BESOINS NOUVEAUX

A vrai dire ces difficultés n'ont paru évidentes à tous qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, moment où les peuples africains et malgache ont eu le droit de s'exprimer librement... je dirais même, le droit de réfléchir sur leur destinée.

C'est le moment où des intellectuels, ceux-là mêmes qui avaient été à l'école de l'Occident, revendiquèrent pour nos sociétés, le droit de concevoir la vie suivant nos propres formes de pensée, parce que l'homme africain ou malgache étant, comme tout homme, doué d'esprit, pouvait réfléchir sur lui-même et sur la vie et donner à cette dernière un sens qui ne fût pas nécessairement celui que lui donne l'homme d'Occident.

C'est le moment où il a été permis aux Africains et aux Malgaches de découvrir les valeurs propres à leurs sociétés, et c'est aussi celui où le monde a été amené à comprendre que ces sociétés avaient, depuis des millénaires, créé des cadres de vie achevés et les avaient remplis de pensées les plus hautes qui sont le reflet d'une vie spirituelle intense.

Bref, cette confrontation a fait douter de l'universalité des valeurs occidentales et de leur mode de transmission.

Face à ces réflexions, et dans la mesure où elle n'assumait pas la transmission des préoccupations de nos sociétés, l'école apparaissait comme une aliénation puisqu'elle enlevait l'enfant à sa famille pour lui donner une éducation se réclamant d'autres valeurs.

A côté de ces difficultés d'ordre psychologique et éthique le système d'enseignement français présentait, du point de vue des structures, d'autres handicaps pour les sociétés africaines et malgache.

C'est que le développement des sociétés dans le monde et l'existence de rapports nouveaux que l'on discerne dans ces sociétés (rapports liés aux nouvelles techniques, aux méthodes de production, ainsi qu'aux tendances à l'émancipation de larges couches de la population), conduisent à élever le niveau de l'éducation dans tous les pays sous-développés. Pour ces derniers, on le sait, existent deux ordres de préoccupations supplémentaires.

Il y a la nécessité d'adapter le processus éducatif, d'une part, aux changements économiques et sociaux rapides intervenus dans leurs sociétés, et d'autre part, aux transformations technologiques, ce qui implique la diffusion des connaissances et la modification des attitudes, de manière assez souple mais rapide, de façon à intégrer l'homme et à le faire participer sans heurts à un milieu en progrès constants.

D'autre part, ces pays, en prenant conscience de leur retard, se doivent de bâtir un système d'éducation en rapport avec les impératifs du développement. Ainsi, le rythme de formation d'un nombre suffisant de techniciens, de professeurs et d'instituteurs, le rythme d'accroissement annuel du taux de scolarisation sont les données de base du développement économique, social et culturel.

Le rythme et le facteur temps que nous venons d'évoquer sont, on le sait, des notions relevant de la planification économique. Elles impliquent la rationalité des efforts capables de promouvoir une économie progressive qui, selon le professeur Perroux, doit être recherchée par création, propagation et signification. Mais la propagation et la signification supposent des changements d'attitudes et une certaine réceptivité permettant à l'innovation de trouver sa place dans un cadre et d'y devenir intelligible.

Et l'éducation cessera d'être conçue comme une fonction initiatique soumise au rythme biologique de la lente maturation, pour devenir tout à la fois processus de transmission, facteur de changement et initiation à la vie.

C'est pourquoi, parallèlement à l'effort entrepris pour développer l'enseignement scolaire, l'enseignement extra-scolaire revendique ses droits ; c'est la raison d'être des approches actuelles visant à rechercher :

- l'influence du milieu familial et social sur le développement de l'enfant ;
- la rapidité de propagation des connaissances par les moyens modernes de diffusion ;

- les moyens d'encadrement et d'adaptation sociale de la masse rurale par signification et propagation des connaissances techniques ;

- aux fins d'exploitation, la distinction entre savoir collectif et savoir individuel ; on constate en effet que certains groupes ethniques disposent de connaissances considérables alors que, pris individuellement, leurs membres n'en possèdent qu'une partie infime.

Tâtonnements divers

Les considérations qui précèdent sur les tendances actuelles de l'enseignement en pays d'Afrique Noire et Madagascar sont largement approuvées par les dirigeants de ces pays. Les conversations que nous avons eues avec les uns et les autres pendant la XI^e Conférence de l'U.N.E.S.C.O., ainsi que leurs interventions au groupe de travail de la Commission du programme, témoignent amplement de leurs soucis.

Essayons de voir ce qu'en pratique ces pays ont pu faire pour concrétiser les notions que nous venons d'évoquer.

Bien que l'esprit et les structures de l'enseignement hérité du système colonial soient jugés par tous comme inadaptes à la situation particulière des sociétés africaines et malgache, il ne semble pas que des réformes radicales aient encore vu le jour en ces pays, malgré des efforts d'adaptation souvent méritoires.

Dans certaines régions, en effet, les dirigeants, désireux de ménager le passage de la situation antérieure à l'indépendance, restent favorables à des réformes partielles ; dans d'autres, au contraire, on semble plus sensible à la nécessité de mesures plus audacieuses, malgré la modicité des moyens qui permettraient d'y procéder.

C'est que des réformes appellent de longues études et des enquêtes sur le terrain, études et enquêtes que bon nombre de ces pays, exception faite du Sénégal, ne paraissent pas pressés d'entreprendre ; de plus, ces études et enquêtes, pour être menées à bien exigent une confrontation inter-disciplinaire largement ouverte à toutes les familles spirituelles de la nation ; malheureusement, certains esprits demeurent encore hermétiques à la tendance qui, compte tenu de l'évolution technologique, des mutations sociales ainsi que du rythme à imprimer au développement, veut que l'éducation soit considérée dans ses dimensions temporelles de manière à intégrer les facteurs sociaux et économique dans l'organisation des structures.

Bref, les tâtonnements que l'on observe dans la mise en place des institutions de ces Etats, sont loin de répondre aux idées par ailleurs très avancées de certains dirigeants.

ORIENTATIONS PRINCIPALES

On peut, néanmoins, relever deux orientations principales à travers ces tâtonnements, selon qu'il s'agit des Etats ayant déjà atteint un niveau de scolarité appréciable, ou de ceux dont le retard demeure à ce point de vue considérable.

Dans le premier cas, si l'on considère l'enseignement du premier degré, on constate une certaine préférence pour le système ancien à six classes avec, en plus, une généralisation du principe de l'enseignement primaire obligatoire jusqu'à 16 ans. Le Cameroun et le Gabon en sont les exemples.

Dans le second cas, la durée de la scolarité est réduite à quatre ans en Haute-Volta. Le Mali envisage, d'après

un nouveau plan récemment élaboré, de mettre en place, parallèlement au cycle de six années, un cycle court comportant deux années de cours préparatoire et deux années de cours élémentaire, avec possibilité pour les meilleurs élèves de rejoindre le cycle normal après le cycle court. A noter que ce cycle court est confié, quant aux moyens de financement et aux responsabilités administratives, à des collectivités locales, ce qui a le double avantage d'alléger le budget de l'Etat et de décentraliser le pouvoir de gestion.

En ce qui concerne la formation professionnelle, le besoin de doter les Etats de cadres techniques a conduit les dirigeants à adopter le système de formation accélérée, jugé par eux comme étant à la fois réaliste et moins coûteux. Ainsi, grâce au concours des Chambres consulaires, des organismes professionnels et même dans le cadre des Ministères techniques, a été ou est formé un nombre sans cesse croissant d'ouvriers qualifiés qui présente d'appréciables avantages quand on sait que l'enseignement technique met un plus long temps à former des ouvriers, qui d'ailleurs ne trouvent pas toujours des débouchés correspondant à leur spécialité.

En matière d'éducation extra-scolaire, on voit partout se préciser le souci d'en étendre le bénéfice en faveur des adultes et des adolescents par l'organisation de campagnes contre l'analphabétisme et par un encadrement rural. Le Sénégal et le Cameroun ont fait les expériences les plus réussies dans ce domaine.

On sait qu'au Sénégal, l'initiation à l'usage du français parlé, entreprise par radio à écoute soutenue (sans moniteurs), semble très largement suivie. La méthode pratiquée au Cameroun où l'on apprend à lire et à écrire aux adultes par la radio, est maintenant bien expérimentée. C'est ainsi qu'on a pu estimer à plus de 7.000 inscrits pour la période de 1957-1958 le nombre des auditeurs qui ont suivi les cours.

Ajoutons qu'au Mali, M. Hampaté Ba, directeur de l'Institut de Recherches, a mis au point une méthode de transcription d'une des langues du pays ; cette méthode utilisée sur des sujets illettrés a donné, par la suite, des résultats excellents. Pour les années qui viennent, M. Hampaté Ba compte étendre de tels résultats à l'ensemble du pays : d'ores et déjà, il a déjà fait une importante communication à l'Unesco sur son expérience.

Outre ces campagnes contre l'analphabétisme, les Etats s'attachent à des actions diverses pour l'éducation des paysans. Il s'agit de la vulgarisation des techniques agricoles, de la promotion humaine des paysans, de la prise de conscience des problèmes de la vie individuelle ou collective, tant au niveau des villages qu'au plan national.

Voilà les quelques initiatives qui ont cours en ce moment dans les pays d'Afrique Noire et à Madagascar. J'ai conscience de n'avoir pas tout dit, je me suis contenté des exemples les plus caractéristiques des

orientations tendant à accélérer l'élévation du niveau d'instruction des populations dans le domaine scolaire proprement dit et au-delà de lui. Il reste que, compte tenu du facteur temps, de l'accroissement démographique rapide et de la faiblesse des moyens de financement interne, la durée du processus de propagation des connaissances, de formation des cadres et de l'ensemble des couches sociales, ces pays se trouvent en mauvaise posture pour entreprendre leurs efforts de développement et les mener à bien.

LES ACCORDS DE COOPÉRATION

Et, comme pour leur rendre la tâche plus ardue, les accords de coopération conclus entre ces pays et la France viennent involontairement ajouter des difficultés à celles déjà existantes. Ces accords manquent de réalisme malgré leur esprit de saine coopération. Dans les conventions culturelles de la plupart de ces accords, pour ne pas dire de tous, la France détient le monopole de la fourniture de personnel enseignant; or, si déjà en France même, la pénurie de ce personnel est un fait qui n'échappe à personne, comment peut-on imaginer que les pays africains et malgache pourront être servis suffisamment chaque année ?

Mieux aurait valu, me semble-t-il, laisser la porte ouverte à tous les pays développés de langue française et organiser un recrutement du personnel en tenant compte des besoins réels.

Par ailleurs, ces mêmes accords prévoient que l'enseignement supérieur et, dans certaines conditions, l'enseignement secondaire de ces Etats devront délivrer des diplômes français.

Il est évident que les efforts entrepris dans le domaine de l'enseignement primaire ou technique risquent de tourner court si, en matière d'enseignement secondaire et supérieur, les conceptions restent celles que manifestent ces accords. Le rythme de formation des cadres, moyens et supérieurs, suivant le système français, la sélection qui se fait au seuil de l'enseignement supérieur, le cloisonnement entre l'enseignement général et technique, ne faciliteront pas la formation des cadres moyens et supérieurs des Etats africains et malgache avec le maximum de célérité, encore que cet enseignement ne paraisse pas toujours propre à préparer ceux qui le suivent aux problèmes de la vie.

Aussi bien — et je m'excuse de choquer les pédagogues — ce sont des mesures radicales qu'il convient d'envisager, afin de lier organiquement les structures par une théorie de la connaissance basée sur les modalités de l'apprentissage et de l'innovation, cette théorie de la connaissance ayant pour but de susciter, en quelque sorte, une uniformité de la structure mentale chez les humanistes, hommes de science de demain.

La conférence d'Addis-Abéba nous aura permis de mettre ces diverses conclusions en lumière.

Le congrès en excursion dans la région luganaise

Comme tout Congrès qui se respecte, le stage du Generoso a eu sa journée d'excursion. Succédant à un jour maussade et froid, les heures lumineuses passées sur le prestigieux lac de Lugano furent un vrai enchantement. Dîner sous les frais ombrages de Poiana, réception à l'Hôtel de Ville de Lugano, balade en ville, souper agréable, spectacle féérique sur le lac, nous avons vraiment été choyés, et devons un hommage de gratitude à la Fédération des Coopératives Migros, qui a participé gracieusement aux frais de cette inoubliable journée. Disons encore que le gouvernement tessinois, qui s'était fait représenter à l'ouverture de la Semaine par M. Manlio Foglia, directeur de l'Ecole normale de Lugano, a apporté une aide financière appréciable; les sociétés pédagogiques ont également versé un subside. Mais c'est particulièrement grâce à l'importante aide de la Commission nationale de l'UNESCO et surtout à Fraternité mondiale que le budget de la Rencontre put s'équilibrer.

L'évolution de l'économie et ses répercussions sur l'enseignement de la jeunesse

Pendant longtemps, les entreprises publiques et privées n'ont pas estimé qu'il était de leur devoir de s'occuper de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse. Certes, de nombreux métiers offraient des possibilités d'apprentissage mais pour l'enfant cela impliquait une entrée directe dans la vie professionnelle et une rupture plus ou moins définitive avec l'école.

Le système éducatif du monde occidental tout comme celui de la Suisse romande faisait reposer la responsabilité de la formation de la jeunesse sur l'école et la famille. Traditionnellement, l'entreprise et d'une manière plus générale les milieux économiques ou professionnels

ne s'intéressaient pas aux programmes d'enseignement ni aux problèmes spécifiquement éducatifs. De son côté, l'école comptait sur une collaboration active de la famille pour donner à l'enfant une préparation suffisante à son entrée dans la vie professionnelle.

Aujourd'hui, chacun s'accorde à constater que la famille et l'école ont de plus en plus de peine à faire face à leur lourde responsabilité et que l'économie ne peut se désintéresser ni de l'activité de la famille ni du rôle de l'école. Les programmes d'enseignement primaire et secondaire ont une influence directe sur la préparation de la jeunesse aux tâches toujours plus diversifiées et complexes qui l'attendent dans l'économie moderne.



M. Renaud Barde,
secrétaire général
de la Fédération des
Syndicats patronaux.

L'école n'a plus l'appui suffisant de la famille

L'école ne trouve plus, au sein des familles des élèves, tout l'appui et la compréhension désirables. Lorsque les études secondaires et supérieures étaient réservées à un nombre restreint d'élèves, ceux-ci avaient généralement auprès d'eux un père instruit et surtout une mère disposant du temps suffisant pour suivre et contrôler les devoirs scolaires.

Le fait d'ouvrir largement les portes des écoles supérieures et des universités a posé de nouveaux problèmes auxquels bien des familles n'étaient pas préparées à répondre, soit que l'instruction des parents ait été déficiente, soit simplement que la mère ne se soit pas trouvée au foyer pour accueillir les enfants rentrant de l'école. Si le travail de la mère est souvent nécessaire pour compléter le revenu familial, il tend fréquemment à permettre l'acquisition des moyens d'évasion modernes qui ont nom, automobile et télévision. Saisi par l'ambiance d'un milieu orienté vers le plaisir et les satisfactions d'ordre matériel, de nombreux parents ont hélas renoncé à diriger eux-mêmes l'éducation de leurs enfants. Les exemples qu'ils donnent contrarient souvent les efforts de l'école. Ce n'est pas en étant constamment au cinéma ou au café ou simplement en passant des heures près de la radio ou devant la télévision, voire en étant assis dimanche après dimanche au volant d'une voiture que l'on peut vraiment inculquer aux enfants le sens de l'effort tout en leur donnant un aperçu des valeurs morales et spirituelles dont le XX^e siècle prétend être le détenteur.

Les conséquences d'un état de choses que l'école déplore mais qu'elle ne peut que constater, c'est cette tendance que l'on trouve chez un nombre toujours plus grand de jeunes qui veulent gagner vite et beaucoup afin de se rendre au plus tôt indépendants de leur famille. L'économie qui offre actuellement des débou-

chés avantageux et nombreux à une jeunesse qui n'a pas connu les difficultés de la guerre prend aujourd'hui conscience de la nécessité où elle est de collaborer

avec le corps enseignant et avec la famille pour que le passage de l'école à la vie se fasse dans les meilleures conditions possibles.

Nécessité d'un rapprochement entre les professions et l'école

Déjà dans beaucoup de pays, des associations de parents se sont approchées des maîtres primaires et secondaires. Cela n'était pas encore suffisant et c'est pourquoi des contacts plus étroits ont été pris entre ces divers groupes et les représentants des milieux professionnels qui ont compris la nécessité d'un travail en commun. Si la famille, durement secouée par les conditions de vie moderne, n'est plus à même d'entourer l'enfant, de le comprendre et de l'aider comme par le passé, il en résulte inévitablement un recul dans le niveau de la formation scolaire. Or, les élèves qui ne sont pas doués intellectuellement ou qui n'ont pas développé leurs dons manuels ont de moins en moins de chances de pouvoir accéder à des conditions d'existence satisfaisantes. Le nombre de ces élèves peu qualifiés tend hélas à augmenter alors qu'il devrait au contraire diminuer pour tenir compte du fait que l'économie a de moins en moins besoin de manœuvres et de collaborateurs sans qualification.

Les entreprises cherchent à se mécaniser et, pour les plus grandes d'entre elles, à utiliser toutes les ressources de l'électronique pour automatiser leurs processus de travail. Plus les salaires augmentent et plus le coût d'un manœuvre ou d'un ouvrier spécialisé devient élevé, plus l'industrie, plus l'artisanat et même la banque sont amenés à remplacer la

main-d'œuvre par des machines. Le haut degré de perfectionnement technique qu'atteignent certains complexes industriels requiert la collaboration d'ingénieurs, de techniciens, d'employés et d'ouvriers qualifiés tandis que celui qui n'a pas une bonne formation professionnelle devient de plus en plus un homme sans avenir. Si, par suite des carences familiales et des autres difficultés qu'elle rencontre, l'école n'est plus en mesure de préparer la grande majorité des élèves à acquérir un métier, elle doit être consciente que les laissés pour compte sont en fait des chômeurs en puissance.

On peut déplorer ou au contraire se réjouir des circonstances qui, en moins de dix ans, ont bouleversé les conceptions que nous avons de l'organisation industrielle et commerciale. Regrets ou reproches ne changeront rien à un phénomène irréversible qui est celui de la mécanisation et de l'automatisation. L'accroissement des charges sociales, la réduction de la durée du travail, l'augmentation des vacances sont autant d'éléments qui ont amené les entreprises à constater l'influence grandissante que le poste « main-d'œuvre » jouait dans leurs prix de revient. Plus on est allé vite dans la voie des améliorations sociales, plus l'industrie, suivie d'ailleurs par toute une série d'autres secteurs économiques dont l'agriculture n'est pas le dernier, a été conduite à accélérer le processus de mécanisation.

Face aux conséquences du progrès technique

Qu'on le veuille ou non, l'économie n'attendra pas que l'école, la famille ou l'Etat aient pris conscience du phénomène propre à tous les pays industriels, à savoir la substitution de la machine à l'homme et l'appel toujours plus insistant adressé aux techniciens, aux cadres et au personnel qualifié. Rien n'arrêtera les chercheurs dont les découvertes ne font qu'accélérer une évolution impensable il y a dix ans à peine. Forts de nouveaux procédés, les ingénieurs construisent et perfectionnent tandis que les ouvriers améliorent leur technique et que seuls des employés qualifiés peuvent encore comprendre et maîtriser les robots électriques mis à leur disposition.

Devant ce changement de décors, nous avons tous été pris de court. Le progrès économique passe toujours par le plus court chemin. La vitesse de son développement est une condition de son succès, elle crée chaque jour des situations nouvelles dont les incidences sont parfois

lourdes de conséquences. L'économie ignore trop souvent les contrecoups de cette course vers le progrès mais rien ne peut arrêter son élan et c'est pourquoi il est indispensable qu'elle collabore plus étroitement avec l'école pour l'orienter sur ses besoins tout en s'intéressant au programme d'enseignement et à la formation que reçoivent les jeunes.

Il est indéniable que l'école a pour tâche, comme pour mission première de donner à chaque enfant un embryon de culture tout en lui inculquant un certain nombre de notions fondamentales. On ne saurait toutefois perdre de vue le fait que l'école prépare à la vie et qu'elle doit connaître ce que l'on attend d'elle. Plus le nombre des jeunes qui accèdent aux enseignements supérieurs et universitaires est grand, plus l'éventail des enseignements doit être ouvert car il n'y aura jamais que 4 ou 5% des adultes qui se destineront à l'enseignement ou à la recherche scientifique pure... Plus de

90% des êtres humains exerce une activité économique, que ce soit dans l'agriculture, l'administration, les professions libérales, l'industrie, l'artisanat ou le commerce. L'école ne peut donc pas être seulement théorique pas plus qu'elle ne peut consacrer ses efforts qu'à la seule culture générale même si celle-ci doit rester un élément fondamental de l'instruction de la jeunesse.

Si les études ne peuvent être orientées dans un sens uniquement utilitaire, elles doivent tenir compte du fait que l'on a aujourd'hui besoin d'un plus grand nombre de cadres scientifiques, de plus de techniciens, de contremaîtres, d'ouvriers et d'employés qualifiés. En revanche, c'est avec angoisse que l'on voit le nombre des élèves inaptes sur le plan intellectuel et manuel augmenter au point que de nombreuses professions ne peuvent les engager comme apprentis à un moment où les exigences de l'apprentissage croissent sans cesse.

Orienter mieux et plus tôt

En parlant de l'évolution de l'économie et de ses répercussions sur la jeunesse, nous ne pouvons nous borner à de simples constatations. Il faut également envisager les remèdes et les correctifs nécessaires pour s'épargner à brève échéance de lourdes déconvenues. En matière d'éducation et de formation de la jeunesse, il faut comme dans tout autre domaine se garder des solutions hâtives.

Il semble aussi nécessaire de souligner que l'économie fait aussi bien appel aux élèves doués intellectuellement qu'à ceux dont les dons se manifestent plus particulièrement sur le plan manuel. Cela implique que l'école doit se poser la question des aptitudes et des goûts des élèves non pas à la fin de la scolarité obligatoire, mais bien entre 10 et 12 ans de telle sorte que celui qui a des aptitudes marquées pour des travaux manuels reçoive un enseignement adapté à ses possibilités. Un bon ouvrier vaudra toujours mieux qu'un intellectuel médiocre comme on en rencontre hélas trop souvent. Les matières enseignées et les méthodes d'enseignement peuvent largement contribuer dès l'âge de 12 ans à revaloriser le travail manuel de qualité quant à ceux qui semblent intellectuellement doués par nature, ils doivent être l'objet de tris et d'examen très sévères. On les passera au crible des exigences culturelles et pratiques pour éviter qu'un enseignement passe-partout ne leur ouvre la voie de la médiocrité qui est le sort des ratés.

Au niveau de l'enseignement secondaire inférieur, c'est-à-dire entre 10 et 16 ans selon les régions, l'économie peut apporter une collaboration très efficace à l'école. On organisera des visites d'entreprises tout en faisant appel à des conférenciers capables, du point de vue pédagogique, de parler à des enfants âgés de 12 ou 13 ans, et non pas

seulement à 15 ans, des diverses possibilités offertes par une économie en pleine évolution. On insistera sur le fait que celui qui entre en apprentissage ou qui s'inscrit dans une école professionnelle à la fin de la scolarité obligatoire a bien souvent des perspectives aussi intéressantes et favorables à son avancement que l'élève qui a choisi de continuer des études supérieures.

Tout en encourageant tout ceux qui peuvent accéder aux diplômes de l'enseignement secondaire supérieur, à sui-

Programmes scolaires réalistes

Sans contester le fait que notre économie a besoin d'un plus grand nombre d'universitaires de formations techniques, scientifiques ou pédagogiques, les autorités scolaires devraient faire un effort pour rendre les programmes plus vivants et surtout pour mettre les différents types d'enseignement sur un pied d'égalité absolue. Chaque fois que l'école envisage de récompenser les meilleurs élèves ou de primer certains travaux, elle doit tenir la balance égale entre les disciplines de caractère plus intellectuel et celles qui sont plus manuelles.

Au diplôme de langues anciennes ou modernes doit correspondre un certificat analogue pour les travaux pratiques. En valorisant certaines activités considérées comme secondaires aujourd'hui, on permet à ceux qui sont réfractaires à un enseignement du type classique par trop scolaire de se sentir à l'aise à l'école et d'y prendre goût pour certaines formes de connaissances qui les prépareront à des activités professionnelles hautement qualifiées. Dans l'enseignement secondaire supérieur, on évitera de décourager ceux qui font des humanités en les faisant échouer à cause des mathématiques, de la physique ou de la chimie. Quant aux scientifiques, on ne laissera

la voie qui s'ouvre à eux et à obtenir ensuite des grades universitaires, on ne cachera pas que, dans l'économie moderne, l'universitaire amateur dont les connaissances ne sont que superficielles et la formation pratique inexistante a beaucoup moins de chances d'accéder à un poste élevé dans l'entreprise qui occupe que l'employé qualifié qui a occupé plus jeune des emplois relativement subalternes, mais qui a fait preuve d'émulation d'initiative, de compétence et surtout de zèle dans le travail.

plus échouer les éléments très valables en raison de notes insuffisantes en langues modernes ou en histoire.

La valeur respective des branches enseignées doit tenir compte des exigences de notre époque et aussi du fait que dans les entreprises, on recourt aujourd'hui à des moyens modernes tels que machines à calculer, appareil à photocopier, etc., qui ne rendent plus aussi nécessaire l'acquisition de connaissances essentiellement livresques où l'on fait davantage appel à l'automatisme de la mémoire qu'à l'intelligence et à la compréhension. Sur ce plan l'école doit se convaincre que l'un des buts fondamentaux de l'enseignement est le développement de la personnalité. Cela est plus important que la somme des connaissances acquises.

Dans les dernières années de l'enseignement secondaire supérieur, on permettra aux élèves, même s'ils se destinent à des études universitaires complètes, de prendre un contact plus étroit avec l'économie. On instituera des séminaires, des études de cas pratiques et l'on recourra aux moyens audio-visuels pour donner un aperçu de la vie des entreprises publiques et privées. On fera l'impossible pour que l'enseignement

secondaire supérieur soit plus vivant tout en écartant non pas ceux qui ont une faiblesse dans une ou deux branches, mais bien ceux qui, vu leur niveau intellectuel, n'obtiendront jamais dans leurs études

les satisfactions qu'ils devraient y trouver alors qu'ils pourraient sans doute réussir parfaitement en suivant un enseignement commercial, professionnel ou technique.

Vers une collaboration constructive

Si l'école et l'économie n'avaient pas perdu le contact au point de s'ignorer presque totalement, on eût sans doute évité certaines expériences qui, inspirées par un louable sentiment de progrès, ont malgré tout transformé bien des élèves en cobayes lorsqu'il s'est agi de leur enseigner l'écriture script ou de leur apprendre à lire par la méthode globale. Une collaboration confiante eût peut-être révélé à temps que l'écriture script se heurtait dans bien des cas à des difficultés d'utilisation dans divers types d'activité et que la lecture globale nécessitait un enseignement complémentaire pour beaucoup de ceux qui voulaient entrer dans des professions commerciales.

En se retrouvant régulièrement autour de la même table, le corps enseignant et les représentants de l'économie ne peuvent que constater la nécessité d'une meilleure liaison et l'urgence d'une confrontation des possibilités des uns avec le besoin des autres. Si ces contacts font

apparaître des divergences, ils feront surtout ressortir l'inéluctable complémentarité de l'école et de l'économie.

Ces remarques ne visent nullement à critiquer ce qui s'est fait dans le passé. Elles tendent simplement à montrer qu'une évolution inattendue de l'économie nécessite une révision profonde de nos méthodes et de nos conceptions en ce qui concerne la formation de la jeunesse. L'école doit savoir que si l'entreprise, publique ou privée, a peu de temps pour penser aux problèmes qui se situent en marge des siens, les organisations économiques et professionnelles sont prêtes à assurer la liaison nécessaire.

En revanche, si les aménagements nécessaires ne pouvaient pas être réalisés, les jeunes seraient de moins en moins préparés à comprendre leurs aînés. Ils se retourneront à la fois contre l'école et l'économie qui n'auraient pas su s'adapter pour leur apporter ce dont ils avaient besoin.

Si l'économie est loin d'être exempte de toute critique et si le manque d'intérêt dont elle a fait preuve à l'égard des problèmes scolaires a été une grave erreur de sa part, il n'en reste pas moins que l'école a tout à gagner à recevoir des suggestions fondées par l'expérience pratique et à en tenir compte. Il ne faut pas que l'enfant soit finalement la victime d'un débat dans lequel chacun des interlocuteurs chercherait avant tout à faire triompher son point de vue en oubliant l'objet même du débat qui est la formation de la jeunesse. Pour être constructif, le dialogue doit être placé sous le signe de la collaboration et de la compréhension réciproque.

C'est aux aînés, aux responsables, de méditer sur le grave problème de l'éducation et de l'instruction des jeunes pour suggérer les réformes désirables et construire le monde harmonieux de demain où l'on passera sans peine de l'école à la vie.

Renaud Barde.

*école
pédagogique
privée*


Floriana

Direction E. Piotet Tél. 24 14 27
Pontaise 15, Lausanne

- Formation de
gouvernantes d'enfants,
jardinières d'enfants
et d'institutrices privées

La directrice reçoit tous les jours de 11 h.
à midi (sauf samedi) ou sur rendez-vous

La bonne adresse
pour vos meubles



**Choix
de 200 mobiliers
du simple
au luxe**

1000 meubles divers

AU COMPTANT 5 % DE RABAIS

Les paiements facilités par les mensualités
depuis 15 fr. par mois

banque cantonale vaudoise

*Ouverte à tous - Au service de chacun
40 agences et bureaux*

Le cinéma à l'école

Appareils cinématographiques HEURTIER
Projecteur H.S.M. 60 - 16 mm
sonore optique

reproduction sonore haute fidélité — grande luminosité — maniement très simple — possibilité de transformation en projecteur TRIFILM et reproduction sonore magnétique et optique.

Importateur et distributeur :
Ciné-Service Vallux Travers NE
Tel. (038) 9 63 30

Réforme de l'enseignement secondaire inférieur

TABEAU COMPARÉ DES PROJETS

Au Département de l'IP	De l'Union du corps enseignant secondaire	De l'Union Famille-Ecole et FSP										
BUTS DE LA RÉFORME		PRINCIPES										
1. Démocratisation des études secondaires. 2. Meilleure orientation des élèves. 3. Plus large part faite aux sciences. 4. Solution <i>genevoise</i> aux problèmes posés.	La réforme ne doit en aucun cas : 1. entraîner un retard dans les études ; 2. négliger la formation des élites. Elle doit introduire la coéducation.	La réforme doit veiller à : 1. Ne pas ralentir le rythme des études. 2. Coordonner les programmes et les enseignements sur le <i>plan romand</i> .										
MOYENS												
Cycle d'orientation de 3 ans 7e <i>d'orientation non différenciée</i> . Premier semestre : programme commun. Deuxième semestre : cours à option : latin, sciences.	<i>Préorientation en 6e primaire</i> : exigences accrues en 4e et 5e primaires, introduction allemand et sciences, accroissement du rythme de l'enseignement. 7e <i>différenciée</i> 1. Elèves aptes aux études supérieures (LS). 2. Autres élèves : programme commun.	7e <i>différenciée</i> : 2 sections : 1. Section latino-scientifique (LS) 2. Autres élèves : premier semestre : programme commun ; deuxième semestre : 3 types de classes, G, P, A.										
8e <i>différenciée</i> : 4 types de classes A. Littéraire avec latin B. Scientifique C. Préapprentissage D. Classes-ateliers <table style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">classes fortes et faibles</td> </tr> </table>	}	classes fortes et faibles	8e 5 types de classes L. avec latin S. avec sciences G. formation générale P. préprofessionnelle A. classes-ateliers <table style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">rythme rapide</td> </tr> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">moyen</td> </tr> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">lent</td> </tr> </table>	}	rythme rapide	}	moyen	}	lent	AL. avec latin (littéraire) SL. sans latin (scientifique) G. P. A. <table style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">(comme ci-contre)</td> </tr> </table>	}	(comme ci-contre)
}	classes fortes et faibles											
}	rythme rapide											
}	moyen											
}	lent											
}	(comme ci-contre)											
9e <i>d'aiguillage</i> dès le 2e semestre. Cours à option pour les classes : A. grec, anglais, sciences B. latin, anglais C. orientation D. professionnelle <table style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">}</td> <td style="vertical-align: middle;">par causeries, visites, etc.</td> </tr> </table> Classes de transfert entre sections.	}	par causeries, visites, etc.	Conduit en 10e aux différentes 1. actuelles sections supérieures de l'enseignement secondaire général, 2. écoles techniques et d'apprentissage. Classes passerelles à effectif limité (15).	9e comme la 8e Création d'une année supplémentaire gratuite pour les élèves ayant achevé leur scolarité obligatoire sans avoir terminé le cycle des études primaires («élèves-problèmes»). Classes de rattrapage pour les retardés scolaires.								
}	par causeries, visites, etc.											
Fin de la scolarité obligatoire	Certificat de fin de scolarité.											

Promotions des élèves

Sans ou avec examen d'admission selon critères à établir.

Epreuves de contrôle communes dans les disciplines dites « formatives ».

Epreuves de niveau en français, calcul, sciences, allemand.

Le problème des maîtres

Brevet complémentaire pour les instituteurs appelés à collaborer avec les maîtres de l'enseignement secondaire. — Niveau : licence pour une discipline.

Réservé aux licenciés : classes L et S dès la 7e, G dès la 8e.
 Accès des instituteurs dans les 7e G, P, A et 8e P et A.
 Facilités accordées aux instituteurs pour l'obtention d'une licence.

Coopération entre maîtres secondaires et primaires, en étroite collaboration avec les parents.

Renseignements complémentaires

Le tableau comparé ci-dessus remettra en mémoire l'essentiel de ce qui a été projeté en vue de la réforme genevoise. Pour plus de détails, se référer aux articles parus dans l'« Educateur » en 1960 (Nos 13, 16, 17), et en 1961 (Nos 17, 34).

Le Comité vous rappelle que l'UIG avait donné son approbation (conditionnelle) au seul projet officiel existant alors (v. « Educateur » No 19), au cours d'une séance plénière fort mouvementée. La prochaine doit faire l'objet d'un large débat sur tout ce qui a été dit et écrit depuis 18 mois. Il est temps de songer maintenant à l'ENFANT et de rechercher ce qui correspond le mieux à ses besoins et intérêts profonds, dont la satisfaction peut seule assurer l'avenir. Quant à l'ECOLE PRIMAIRE, c'est à nous de la défendre contre toute attaque et mutilation injustifiée.

Nous vous demandons par conséquent, chers collègues, de nous faire connaître tous vos arguments en faveur de ces deux impératifs, afin que votre comité puisse agir efficacement en fonction de l'attitude que vous prendrez dans quelques jours en face de ces graves problèmes.

E. F.

Cours de perfectionnement des cadres

Une équipe de jeunes (limites d'âge 20 et 40 ans) recrutée parmi les chefs d'entreprises et surtout les cadres des grandes maisons, a créé une « *Jeune Chambre économique de Genève* ». Une de ses activités a été de mettre sur pied un cours de perfectionnement des cadres qui compte trois cycles annuels : le premier s'intéressant à « l'entreprise dans ses relations internes et externes », le second étudiant « l'organisation et le développement de l'entreprise moderne », le troisième examinant « les aspects financiers et économiques de l'entreprise ».

Il s'agit de cours d'un niveau intermédiaire entre les cours industriels et commerciaux du soir et ceux qui sont dispensés par les hautes écoles.

Cette initiative est soutenue par les grandes associations patronales de Genève ainsi que par l'Association des employés de commerce, celle des employés de banque, celle des commis.

Le premier cycle comprend 19 conférences : la première, qui servira d'introduction, a pour titre : « Position et mission du cadre dans l'entreprise publique et privée », par M. Ch. Ducommun, directeur général des P.T.T. Elle aura lieu le jeudi 26 octobre, exceptionnellement à 20 h. 30, à l'Athénée. Les conférences suivantes se succéderont de semaine en semaine le jeudi, de 18 h. 15 à 19 h. 15.

Finance du cours : Fr. 40.—. Inscriptions et renseignements aux Cours commerciaux de Genève, 6, passage des Lions.

NEUCHÂTEL

NEUCHÂTEL

Exposition « Parures et bijoux dans le monde »

Chaque fois qu'une des remarquables expositions dont M. J. Gabus fait bénéficier la culture romande ferme ses portes, on se dit : « Que sera la prochaine ? ». Et l'on se réjouit à la pensée de la surprise que l'éminent explorateur va nous réserver. Cette année encore, il nous a comblés.

L'originalité de la présente exposition ne le cède en rien aux précédentes. Le thème est par lui-même évocateur et alléchant.

Et il faut dire que les apports complaisants de nombreux musées ou collections, de particuliers aussi, se sont surpassés. On sait l'usage qu'en fait M. Gabus et le succès assuré de toutes ses entreprises. Aussi, les prêts se font-ils avec spontanéité et en toute confiance. C'est ainsi que le Louvre n'a pas craint de se dessaisir d'une pièce extrêmement rare, qu'un musée allemand a fourni une collection entière de bijoux...

Ce qui donne aussi de la valeur à l'exposition et lui confère un intérêt pédagogique de premier plan, c'est son ordonnance et la clarté de sa présentation. La femme, cela va sans dire, y tient une place d'honneur. La fécondité y est glorifiée. Les sources, la technique sont développées avec méthode. Les fonctions sociales, la chefferie, bâtons de commandement, comptent des pièces d'une richesse inestimable. Puis ce sont les parures et vêtements de cérémonie tels que le mariage ou les funérailles qui appellent l'admiration. Il y a des talismans et des amulettes. Aucune pièce n'est de deuxième catégorie. Toutes ont fait l'objet du choix le plus attentif. Citons encore les chaussures qu'a prêtées le musée Bally à Schönenwerd, unique au monde, puis une extraordinaire collection de chapeaux. Le point final est marqué par une splendide tapisserie de Lurçat.

Nous n'avons pas tout dit, loin de là. Allez voir, vous recevrez la plus enrichissante leçon. L'aubaine est telle qu'il serait coupable de ne pas la saisir, et singulièrement pour un membre du corps enseignant. On ne saurait aussi assez recommander aux maîtres d'en faire profiter leurs élèves.

L'exposition restera ouverte jusqu'à la fin de l'année.

W. G.

**accidents
responsabilité civile
maladie
famille
véhicules à moteur
vol
caution**

assurances vie

**Mutuelle
Vaudoise
Accidents**



Vaudoise Vie

**La Mutuelle Vaudoise Accidents
a passé des contrats de faveur
avec la Société pédagogique
vaudoise, l'Union du corps enseignant
secondaire genevois et
l'Union des instituteurs genevois**

Rabais sur les assurances accidents

DIVERS

ABCDEF

SI LE FILS QUE VOUS AIMEZ...

... avait le malheur d'être atteint d'une infirmité qui handicape son avenir professionnel, c'est peut-être au Repuis à Grandson que vous le placerez. Il y trouverait un foyer, des amis et surtout des spécialistes capables de le préparer à affronter la vie.

L'Institut d'orientation et de formation professionnelle du Repuis a reçu 81 garçons en 1960. Des jeunes handicapés qui ont quitté l'établissement, 24 ont été placés, la plupart dans l'industrie.

Les
meubles
d'école

palor

Niederurnen GL
Téléphone 058 / 4 13 22



marche

avec

le progrès

En effet, le travail moderne, organisé en séries ou à la chaîne, convient tout spécialement aux infirmes qui, après l'entraînement nécessaire, peuvent arriver à un rendement égal et même parfois supérieur à celui des ouvriers habituels.

L'Assurance-Invalidité est venue en aide à plusieurs élèves, mais tous ne peuvent pas en bénéficier, aussi l'appui des amis du Repuis reste-t-il indispensable pour ceux dont les familles ne peuvent prendre toute la pension à leur charge.

BIBLIOGRAPHIE

Le nouveau livre unique de français, par L. Dumas et P. Collin. Cours élémentaire première année. Classiques Hachette, Paris, 1961. 250 pages.

Chez nous, en Suisse romande, nous préférons généralement utiliser dans nos classes des manuels différents pour travailler le français sous ses aspects de lecture, vocabulaire, grammaire, etc. Nos collègues de France semblent attirés par la formule du livre unique qui réunit sous une même jaquette, et même sur une même page, la lecture, l'explication du texte, la conjugaison, l'orthographe, la grammaire, pour ne pas citer l'élocution à laquelle il est fait une très large place.

Le présent manuel « groupe par semaine, autour d'un même thème, des sujets d'observation, des textes, bases de leçons et d'exercices, tous très simples, qui se pénètrent, se complètent et se soutiennent... L'acquisition, l'emploi, la fixation des termes de vocabulaire se font ainsi sans effort particulier, que notre jeune élève observe, lise, copie, apprenne, parle ou écrive ».

Le choix des textes (il y en a quelque cent trente) m'a paru heureux, beaucoup sont nouveaux ; les exercices sont clairs, bien présentés et ce qui doit être mémorisé est fortement souligné. C'est un bon instrument de travail, mis à la disposition des classes élémentaires.

Bel Oiseau par J. Palmero — S. Picherot Contes et lectures pour tous les petits. Classiques Hachette 1961. 60 pages.

Cet album est plus qu'un livre de lecture, qui raconte tout au long l'histoire de la perruche Danicolette, c'est en même temps et surtout une mise en œuvre d'un centre d'intérêt principal. Son but essentiel est bien une initiation à la lecture avec une progression bien étudiée, car il a déjà été essayé dans plusieurs classes ; de plus, chaque texte d'une leçon est suivi d'exercices tout simples et les illustrations dues à Wladimir Zveg sont suffisamment évocatrices et précises pour servir de base à des leçons de vocabulaire et permettront aussi des exercices variés d'élocution.

BUFFET CFF MORGES

M. ANDRÉ CACHEMAILLE ★ Tél. 7 21 95

Hôtel du Nord, Aigle

Restaurant de 1er ordre ***

Au café : assiette et plat du jour

Tél. (025) 2 10 55

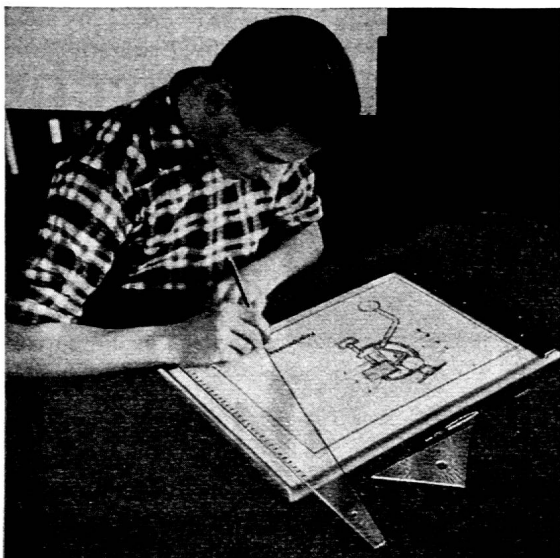
F. HENRY

CAFÉ ROMAND St-François

Les bons crus au tonneau
Mets de brasserie

L. Péclat

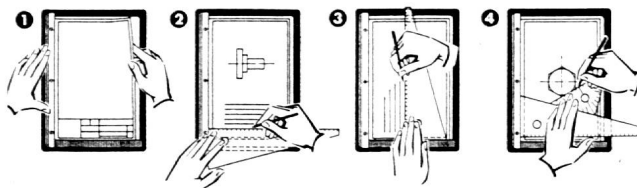
Voie libre au progrès !



HEBEL plaques à dessin

facilitent le travail

La nouvelle plaque à dessiner HEBEL-JUNIOR-STUDIO facilite le travail. Son emploi est très simple, elle permet de dessiner proprement, de manière très précise et rapidement.



1) Une pression sur la barre de serrage suffit pour fixer ou libérer chaque feuille, même non perforée. 2) Pour tirer les horizontales : l'équerre spéciale applicable à l'extrême bord glisse automatiquement contre la barre d'appui. 3) Pour tirer les verticales : la longue équerre spéciale permet de les dessiner d'un seul trait. 4) Les angles courants de 15, 30, 45, 60 et 75° se font avec l'équerre spéciale (15/75°) et l'auxiliaire (45°).

Plaques à dessin HEBEL No 2056/4 Studio Fr. 17.30
Plaques à dessin HEBEL No 2056/3 Studio Fr. 31.10
et autres modèles livrables en A4 et A3.

Demandez s.v.p. notre prospectus pour les plaques à dessin HEBEL.

Notre dépositaire pour les écoles :
F. PERRET, Valangines 40, NEUCHATEL

Représentant général pour la Suisse :
Walter Kessel SA Lugano. Tél. (091) 2 54 02

LA CAISSE CANTONALE VAUDOISE DES RETRAITES POPULAIRES



LA CAISSE CANTONALE VAUDOISE D'ASSURANCE INFANTILE EN CAS DE MALADIE

Subventionnée, contrôlée et garantie par l'Etat

Subventionnée, contrôlée et garantie par l'Etat

Assure à tout âge
et aux meilleures conditions

Educateurs !

Inculquez aux jeunes qui vous sont confiés les principes de l'économie et de la prévoyance en leur conseillant la création d'une rente pour leurs vieux jours.

Renseignez-vous sur les nombreuses possibilités qui vous sont offertes en vue de parfaire votre future pension de retraite.

La caisse assure dès la naissance à titre facultatif et aux mêmes conditions que les assurés obligatoires les enfants de l'âge préscolaire.

Encouragez les parents de vos élèves à profiter des bienfaits de cette institution, la plus avantageuse de toutes les caisses-maladie du canton.

La
Caisse cantonale vaudoise
d'assurance infantile
en cas de maladie

Siège : rue Caroline 11 Lausanne